

HAITI OBSERVATEUR



Lè manke gid, pèp la gaye !

Fondé à New York,
cet hebdomadaire est édité
par la société
Haïti-Observateur Group, Inc.
www.haiti-observateur.ca
Haïti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, NY 11435-6235
Tél. (718) 812-2820
haiti_observateur@yahoo.com
New York: \$1,00
Partout ailleurs : 1,50 \$
Haïti: 20 gourdes
Tél. (718) 812-2820

VOL. LIII, No. 22 New York : Tel : (718) 812-2820 ; • Montréal (514) 321-6434 ; • Port-au-Prince: (011 509) 223-0785 • Paris (33-1)43-63-28-10 21- 28 juin 2023

LE SYSTÈME BANCAIRE D'HAÏTI EN CRISE Rumeur d'une cyber-attaque contre la BRH Des millions \$ en US auraient été détournés...

Par Léo Joseph

Alors que les banques privées se trouvent confrontées à des problèmes de liquidité, qui déroutent

les clients, ces institutions ne sont pas au bout de leurs difficultés, car d'autres irrégularités, encore plus compliquées, ont surgi, ces derniers jours. Au milieu du mu-

tisme général, la Banque de la République d'Haïti (BRH) ou Banque centrale affiche un air mystérieux, par rapport à toutes ces irrégularités, qui semblent infecter

mystérieusement le système bancaire haïtien.

En effet le gouverneur de la BRH, Jean Baden Dubois, qui joue le rôle de capitaine du système bancaire d'Haïti, bien qu'il

Cyber-attaque rapportée, des dizaines de millions volatilisés...

Depuis déjà trois jours, l'angoisse s'est installée partout. Tout le monde cherche, à confirmer ou à infirmer, la rumeur selon laquelle la Banque nationale de la République d'Haïti aurait été victime d'une cyber-attaque, qui aurait coûté à la Banque des banques haïtienne la somme de USD 40 000 \$. Aucun communiqué de presse, ni de tweet de la part des autorités bancaires pour préciser ce qui est arrivé exactement à la première banque du pays.

Loin de calmer les esprits, cette attitude met la nation aux abois, précisément parce que presque tout le monde imagine que la situation est pire, c'est pourquoi ceux qui dirigent n'ont pas trouvé les moyens de donner la pilule au pays, qu'ils doivent « doré d'abord ».

L'hypothèse ou non d'une attaque de cyber-attaque n'est pas évoquée dans les milieux bancaires autorisés, cette question faisant l'objet de conversations strictement privées. Cette rumeur faisant état d'une situation extrême-

Suite en page 2

UNE NOUVELLE SERIE DE PROMESSES, LES MÊMES...

Ariel Henry cesse de faire l'unanimité...

Quel message lui réserve Emmanuel Macron ?

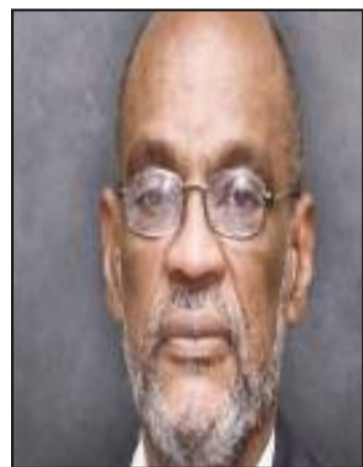
Par Léo Joseph

À force de répéter des balivernes dans des communiqués de presse, ou à l'occasion de discours d'occasion, Ariel Henry a jugé plus prudent de ne pas donner lieu de face-à-face avec les gens de la presse. Aussi a-t-il jugé mieux de transmettre son dernier message, sans doute une nouvelle déclaration de politique, en abrégé. D'où son tweet de lundi, avant de quitter le pays, à destination d'Europe où il aura l'occasion de rencontrer le président français Emmanuel Macron et les responsables des droits de l'homme de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

Le menu des propositions qu'il a faites est le même, ou presque, de celui qu'il a été accusé de ne pas

respecter, plusieurs fois déjà, lors de la rencontre inter-haïtienne de Kingston, à la Jamaïque.

Dans cette communication, débitée avant de s'envoler vers le Vieux Continent, le Premier ministre de facto dit qu'il prend un nouveau « engagements », dont il a étalé les points clés. Déclarant qu'il allait travailler, de concert avec le Haut Conseil de la Transition (HCT), qui avait catégoriquement refusé de l'accompagner chez les Jamaïcains, en vue d'élargir, pas le pouvoir exécutif, mais le nombre des membres de cette institution. Cela peut vouloir dire que les trois membres du



Ariel Henry, les amis sont-ils à bout de patience ?

Suite en page 2



Jean Baden Dubois,

exhibe un déficit de leadership, ne s'empresse pas d'éclairer la lanterne des citoyens. On ignore si les pilotes des banques privées ont été mis au parfum, par M. Du bois, en ce qui a trait à la profonde inquiétude, dans laquelle est plongé le pays. Mais le public ne cesse de s'interroger, et les autorités bancaires, mais surtout celles qui représentent l'État, n'arrêtent de se montrer mystérieux.

QUAND LES JOURNALISTES DÉNONCENT, DES OREILLES ÉCOUTENT

Laurent Salvador Lamothe : Une boîte de Pandore ouverte

Une carrière criminelle étirée sur au moins 27 ans...



Martelly dit en privé que Laurent Lamothe détient son argent. Que dit-il, car il refuse de communiquer.



Olivier Martelly, l'homme des states. Laurent Lamothe peut être un vrai mouchard...

Par Léo Joseph

Bien souvent, mais dans certains pays davantage que d'autres, comme en Haïti, quand les journalistes dénoncent, on a l'impression qu'ils prêchent dans le désert. Les sanctions que viennent de prendre les États-Unis, contre l'ex-Premier ministre Laurent Salvador Lamothe, précédemment ministre des Affaires étrangères, doublé de celui de la Planification et de la Coopération externe, prouvent le contraire. Mais

Suite en page 3

HAPPENINGS! AN ANALYSIS

**Mission accomplished:
Haiti losing its sovereignty!**

By Raymond A. Joseph

Haiti has been a headache for the powerful leaders of the international community from its inception as a free nation because by being first in defeating the slave masters of the day, our ancestors disrupted the economic system which flourished on the backs of Black slaves transported from the African continent to America in

the most inhumane conditions. That first example of freedom was to be made into horror through the ages, until Haiti has reached bottom, now a place unlivable for its sons and daughters who flee the hell-on-earth it has become, while the new powerful leaders of the international community dictate its future.

Continued on page 7

LE SYSTÈME BANCAIRE D'HAÏTI EN CRISE

Rumeur d'une cyber-attaque contre la BRH

Des millions \$ en US auraient été détournés...

Suite de la page 1

ement grave devrait interpellé les autorités bancaires haïtiennes, spécifiquement le gouverneur de la Banque, de manière ponctuelle et directe, afin de rassurer les clients, dont les tous premiers de vraient être les banques privées.

En tout cas, sans même bien pénétrer le sens de la crise, ni son origine, les responsables des banques privées, après quelques jours depuis les irrégularités interbancaires ont surgi, ils ont pris des dispositions, avant toute intervention de la BRH, de se prémunir contre des pertes éventuelles.

Pour les banques privées, il est

constaté une perturbation au niveau des chèques devant être négociés entre les banques. Cela veut dire que le client qui présente un instrument bancaire d'une autre institution, pour recevoir paiement à sa banque, ne peut plus recevoir le montant dû, comme à l'ordinaire. En clair, les banques privées ont mis sur pied un système qui permet d'honorer le chèque reçu d'une institution sœur dans un minimum de jours, mais qui ne serait l'équivalent du nombre de jours prévus dans le cadre d'une transaction ordinaire.

À cet effet, les banques privées ont publié un circulaire visant à informer le public, mais leurs clients, en particulier, du pro

colaire transitoire.

En effet, le « *Système de paiement interbancaire haïtien* » (SPIH) et le Processus national de paiement (PRONAPE), qui facilitent le paiement de chèques émis par les clients d'autres institutions, ont connu une évolution opportune. Un pareil communiqué, diffusé par la BRH, se voulant rassurant, fait savoir que les modifications apportées au mode de fonctionnement de ces deux systèmes visent à rassurer les clients et à assurer la régularité de l'économie.

La BRH tient à souligner, toutefois que, au niveau de celle-ci et des banques privées, qu'il ne pose aucun risque sur l'épargne des dé

posants. Mais, a également souligné le communiqué de cette institution, les dépôts déposés en chèques doivent attendre quelques jours supplémentaires pour que se concrétisent l'encaissement.

Il faut savoir aussi que la Banque centrale reste toujours muette, en ce qui concerne les raisons à la base de cette irrégularité.

D'aucuns se sentent outragés par le silence du gouvernement de la BRH, par rapport à ces irrégularités récurrentes, dans le système bancaire haïtien, mais qui surgissent à tout instant, alors que les responsables de la Banque des banques ne font rien pour informer la clientèle de manière objective. Pour certains, cette attitude

vient du fait que, ceux qui dirigeant l'institution bancaire étatique n'ont aucun respect pour les clients.

Certains gens se montrent très critiques de la gestion des dirigeants de la BRH, les administrateurs de celle-ci n'étant pas différents des autres dirigeants, qui gèrent l'administration publique dans l'opacité totale. Il y en a même qui pensent que si les révélations qui ont été faites à l'égard de l'actuelle crise de la BRH concernent vraiment une cyber-attaque, on ne devrait pas s'étonner que ce soit « *rat kay ka p manje pay kay* ».

L. J.

UNE NOUVELLE SERIE DE PROMESSES, LES MÊMES...

Ariel Henry cesse de faire l'unanimité...

Quel message lui réserve Emmanuel Macron ?

Suite de la page 1

HCT vont devoir s'accommoder d'autres individus pour partager l'espace de pouvoir dont ils disposent présentement. Voilà une nouvelle promesse dont Mirlande Manigat et ses deux autres collègues seront obligés de partager avec les 10, 20 ou 30 autres qu'Ariel Henry, « *roi Henry !* » aura voulu leur donner comme « *prix de consolation* ».

En effet, de manière solennelle, comme d'habitude il le fait, dit-il, « *Je m'engage à lancer avec le HCT le processus de révision de la Constitution à reconstruire, un gouvernement d'unité nationale et à travailler avec les partisans du consensus du 21 décembre 2022, en vue d'élargir la composition du HCT, d'y inclure d'autres*

compatriotes ».

Plus loin, il affiche son indulgence à l'égard de ses coéquipiers, sacrifiés volontaires, qui ne peuvent nier avoir bénéficié des avantages qui les encouragent à continuer la route avec lui, malgré les fausses promesses. En tout cas, il a tenu à les rappeler qu'il avait déjà exprimé sa volonté d'œuvrer en ce sens. C'est pourquoi il a ajouté : « *Je tiens à réitérer ma volonté inébranlable de tout mettre en œuvre pour rétablir un environnement sécuritaire, de chercher les moyens pour renforcer nos forces de sécurité, de mettre en place un CEP qui inspire confiance afin de redonner la parole au peuple haïtien pour élire librement ses dirigeants* ».

Ces engagements inscrits dans le cadre de ces toutes der-

nières promesses, de toute évidence, faite pour la consommation externe, puisque déjà mille fois répétées sans jamais accompagnées de suivis, ont été l'objet d'un rappel, en bonne due forme, de la part de Mme Magalie Comeau Denis, rappelons-le, membre du Bureau de suivi de l'Accord de Montana. Elle avait, en effet, à Kingston énuméré ces mêmes promesses non tenues qu'elle et ses partisans, ainsi que tous ceux qui ont été aux écoutes des discours, interventions et autres communications de M. Henry, depuis juillet 2021, mais dont un seul iota n'a jamais été mis en pratique.

Il paraît clair que les propos contenus dans ce tweet du lundi du neurochirurgien sont dirigés à d'autres interlocuteurs.

De toute manière, ignorant

les motifs de l'invitation de M. Macron au Premier ministre de facto, il semble qu'il faille la réponse à cette question ailleurs.

Pour l'instant, rien n'oblige à croire que les hôtes d'Ariel Henry, à Kingston, ont été satisfaits de sa prestation dans leur pays. S'il se répète, en privé, à Kingston, que les dirigeants qui avaient échafaudé ce projet de rencontre inter-haïtienne n'ont pas été satisfaits de son comportement chez eux, il faut immédiatement conclure que le message de Magalie Comeau Denis n'a pas été lâché dans le désert.

Il y a matière à spéculer. Ces leaders de la communauté internationale ont cette manie de se parler entre eux au sujet du leader désavoué qu'ils prennent en charge. De même qu'ils se parlent entre eux, ainsi ils

font passer le message sur un dirigeant jugé dévoyé en privé, à ce dernier, par le truchement d'un autre responsable. On ne devrait donc pas s'étonner que Macron soit « *facilitateur* », dans le cadre de la transmission d'une « *commission* ».

Bref, je ne peux dire que quelqu'un m'avait mis la puce à l'oreille, en ce qui concerne ce voyage européen d'Aryel Henry. Mais je peux dire qu'il m'a été averti, avant le rendez-vous à la Jamaïque, que ce dernier devait se rendre sur le Vieux Continent, après son retour à ce voyage de réconciliation de frères ennemis, qui a tourné court.

Voilà, pour dire s'il y a anguille sous roche, nous ne tarderons pas à savoir ce qui s'y trouvait.

L.J.



QUAND LES JOURNALISTES DÉNONCENT, DES OREILLES ÉCOUTENT

Laurent Salvador Lamothe : Une boîte de Pandore ouverte

Une carrière criminelle étirée sur au moins 27 ans...

Suite de la page 1

plus que l'exposer au monde pour ses actes suscités par son instinct criminel, elles favorisent d'autres travers monstrueux comme l'« ingratitude chronique », dont a été victime son plus grand bienfaiteur peut-être, celui qui l'a mis sur la piste des millions qu'il a amassés en Afrique. Mais, pour répéter cette boutade créée par Eloïs Maître, un des gros tontons macoutes de Duvalier « *Qui fwap pa le peu pèrura pa le mèm peu* » (« *Qui frappe par l'épée périra par l'épée* »). Car il risque de « *vo mir au centuple* », sinon davantage, ce qu'il a volé à Haïti. Voilà pourquoi d'aucuns disent que son dossier, ouvert par l'administration Biden, constitue une boîte de Pandore.

D'entrée de jeu, il faut dire que Franck Ciné, l'entrepreneur haïtien, qui évoluait dans les télécommunications, avant de venir s'installer en Haïti, fut victime d'abus de pouvoir de René Préval, ayant orchestré un « *coup d'État judiciaire* » à son endroit. Suite à une décision judiciaire ob tenue en sa faveur, M. Ciné, qui avait été emprisonné, d'ordre de celui-là, il obtint sa libération et quitta le pays pour aller vivre à New York. Supporteur de Michel Martelly, qui lui avait fait miroiter le poste de Premier ministre, il se croyait autorisé à venir assister à la cérémonie de prestation de serment du nouveau président et participer aux tractations généralement liées à cette occasion. Mais il n'avait la moindre idée qu'il s'était trouvé dans un repaire de traîtres et de voleurs. En tout cas, le patron de la Haitel avait pris la précaution de ne pas s'engager à accepter l'offre du chef de gouvernement, avisant que sa femme s'y opposerait. Franck Ciné de vait retourner pour conformer la décision de son épouse. Sagacité confirmée chez Ginette Ciné !

La Haitel : Des biens évalués à plus de 300 millions \$ volés

Si le mandat présidentiel de René Préval avait pris fin avant qu'il n'ait concrétisé ses plans, par rapport à Franck Ciné et son entreprise, l'équipe Martelly-Préval a assumé la relève. Avec cette diffé

rence qu'on ignorait dans quelle direction allait s'orienter la campagne anti-Ciné.

Assuré que son gouvernement venait de prendre le pouvoir, il croyait dur comme fer que son sort et celui de sa compagnie allait changer au tribunal. Sa foi s'était ébranlée à la faveur de son arrestation, d'ordre du président sortant René Préval. Car l'équipe Martelly-Lamothe se fit dire par celui-là « *Si w vle fè kèk jou sou pouvwa, bliye babay Sine a* » (« *Si vous souhaitez rester quelque temps au pouvoir, renoncez au dossier Ciné* »).

Si, au-delà de la mise sous séquestre de ses biens, tant commerciaux que privés, René Préval avait l'intention de tout voler, son mandat terminé il n'avait pu concrétiser un tel projet. L'équipe PHTKiste, qui a succédé à Préval, dans l'intention de s'enrichir, aux dépens de la République, dans le plus bref délai, faisait flèche de tout bois. La Haitel, confisquée il légalement, constitue une aubaine pour la nouvelle équipe.

Entre la quincaillerie, biens, meubles et immeubles, propriétés commerciales de l'entreprise, en sus des résidences privées de la famille Ciné, la fortune est évaluée à USD 300 millions \$, a révélé Franck Ciné. À titre d'exemple, dit-il encore, un immense trésor composé de tableaux, peints par des artistes de renom du monde entier, décoraient les murs des bureaux de la Haitel et des résidences familiales. Mis sous scellés, a précisé le propriétaire de cette entreprise à succès, les locataires des immeubles résidentiels déjà en location versent régulièrement les loyers, non à la Direction générale des impôts (DGI), mais à des individus proches de Laurent Lamothe. Parmi ces derniers figurent Jéjan Colimon et l'avocat Camille Leblanc, a aussi dénoncé M. Ciné.

Dans la saga de la Haitel, Franck Ciné attire l'attention particulièrement sur Colimon, qu'il décrit comme un traitre légendaire. Aussi le présente-t-il en ces termes. Fils du défunt Me Dantes Colimon, fondateur du prestigieux cabinet Colimon, il s'est éloi gné de l'héritage socioprofessionnel de son père. N'étant diplômé d'aucune faculté de droit, il ne

fait partie de cette firme d'avocats que de nom.

Selon le patron de la Haitel, appelé à son lit de mort, le défunt Me Colimon demanda à ce dernier de prendre son fils sous ses ailes. Faisant honneur à la requête du père mourant, M. Ciné dit avoir procédé comme suit.

Jéjan Colimon fut installé comme « *avocat résident* » au bureau de la Haitel, à Port-au-Prince, avec salaire alléchant et avantages sociaux, en sus de le mettre en condition de renouveler sa garde-robe. Désormais, celui-ci cessait d'être ce pestiféré pour les membres de sa famille, en raison de la multiplicité de ses indécences financières.

Partie prenante de la destruction de la Haitel, Colimon rallie l'équipe Martelly-Lamothe

Pour se faire une juste idée de l'ampleur de cette conspiration contre Franck Ciné et la Haitel, sous l'empire de l'équipe PHT Kiste menée par Michel Martelly et Laurent Lamothe, il suffit de savoir que le faux avocat Jehan Colimon a rallié les voleurs de la compagnie Haitel. Tout comme il s'est mis à leur service pour vider le Fonds Petro-Caribe. L'ex-Premier ministre, qui convoitait cette lucrative société de télécommunications, depuis des années, va trouver l'occasion de voir s'accomplir son rêve. Les mécanismes étatiques aidant, il suffit de poursuivre le processus en cours, c'est-à-dire la mise sous scellés des biens de Ciné, pour accaparer le tout, sans verser un seul sou.

En effet, toutes les installations de télécommunications de la Haitel, y compris immeubles, à travers les dix départements, ainsi que les biens privés de la famille Ciné, déjà placés sous scellés, d'ordre de Préval, le resteront pour de bon. Au fait, les immeubles, qui logeaient les bureaux de la Haitel étaient, désormais, en théorie, sous le contrôle de la DGI, qui les a mis à la disposition des institutions de l'État; les autres, privés, (les complexes résidentiels), que Ciné avait mis en location, sont traités comme propriétés personnelles d'individus proches de Martelly et de Lamothe. Parmi eux, Jehan Colimon,

qui touche encore régulièrement les loyers.

À bien considérer, M. Colimon s'est vu offrir une occasion unique pour s'emparer des biens de son patron, qu'il enviait toujours. Dès lors, il ne pouvait pas résister à la tentation de se mettre à la disposition de Lamothe pour faire sa sale besogne, au détriment de Franck Ciné. Mais pour s'enrichir personnellement aussi.

En ce sens, Colimon s'est lié avec son « *bienfaiteur* » également, dans l'esprit de ruiner les frères Joseph, ce qui allait les acculer à cesser la publication de leur journal. Car ils ont constaté que ces hommes n'auraient jamais cessé de les critiquer par les moyens qui font plier l'échine à d'autres journalistes, en sus de multiplier les courbettes.

Pour le journaliste, le silence de la vérité est provisoire

Si les avocats ont l'habitude de répéter que « *La défaite du droit est provisoire* », le journaliste, quant à lui, se sent à l'aise de répéter « *La vérité ne reste muette qu'un instant* ». Laurent Lamothe avait porté plainte au Tribunal fédéral contre Haïti-Observateur et Léo Joseph, accusant ce dernier de l'avoir diffamé, dans un article dans lequel ont été faites des révélations sur les manigances du Premier ministre de Michel Martelly, en vue de vendre la compagnie de téléphone cellulaire de Franck Ciné à un ami qui en ferait l'acquisition avec lui. Pourtant la méga fortune qu'il amassait, dans plusieurs pays d'Afrique, par le biais d'un projet de promotion de la corruption, dans l'exploitation des télécommunications, la corruption, dont il avait contaminé des gouvernants africains, n'était pas un motif de poursuite. Car les dénonciations dont il avait été l'objet, dans la presse sénégalaise, pour de telles infractions étant confinées sur le continent africain, il ne voulait pas réveiller le chat qui dort, en faisant déclencher une enquête sur sa conduite. Le procès contre Léo Joseph avait un double objectif : démontrer à son monde qu'il pouvait poursuivre en justice un homme de presse qui l'attaquait politiquement; en même temps, il voulait mettre les propriétaires du journal à mal financièrement pour les acculer à se donner d'autres chats à fouetter.

Mais le résultat est que les Américains étaient aux écoutes, quand bien même ils n'auraient pas donné l'impression qu'ils suivaient. Aucun doute, aujourd'hui, les vérités que les millions de

Laurent Lamothe avaient réussi à refouler ont fini par s'étaler au grand jour. Pourtant c'est la pointe de l'iceberg qui s'expose, car le dossier est volumineux. Il faudra longtemps encore pour le bien éplucher.

Entre-temps, il se met à couvrir, il a décidé de se réfugier loin du Nouveau Monde. Surtout que la manière dont Washington a attaqué son dossier entrave le mouvement de ses capitaux, la principale cause de son dépaysement en Afrique du Sud. Selon des sources familiales souhaitant rester anonyme, il possède encore de gros investissements dans ce pays, qui n'aurait jamais cessé d'être le quartier général de sa compagnie, Global Voice. Avant de retourner définitivement en Haïti pour participer aux élections de Michel Martelly, il avait dû quitter les premiers pays africains où il avait commencé à ramasser des millions, « *en partenariat* » avec les dirigeants, notamment au Sénégal, au Rwanda, à Gambie, etc. pour s'établir à la capitale sud-africaine. Il devait prendre ses jambes à son coup, pour échapper à la fureur des consommateurs. Ces derniers protestaient du fait qu'il s'était mis ensemble avec le pouvoir pour les gruger.



HAITI-OBSERVATEUR EN LIGNE

En attendant la construction du nouveau site, l'édition hebdomadaire peut être téléchargée : haiti-observateur.ca

Ensuite cliquez sur ARCHIVES, puis choisissez l'édition courante ou celle désirée.

LE COIN DES POÈTES

René Philoctète et les Caraïbes

Par Saint-John Kauss

René Philoctète, né à Jérémie, de famille de classe moyenne. Son père était Instituteur. Il en fit de même du Collège Jean-Price Mars, à la ruelle Chrétien, à Port-au-Prince. Il a publié : *Saison des hommes*, poésie, Collection Samba, Port-au-Prince, 1960 ; *Margha*, poésie, Art Graphique Press, Port-au-Prince, 1961 ; *Les tambours du soleil*, poésie, Imprimerie des Antilles, Port-au-Prince, 1962 ; *Promesse*, poésie, sans nom d'édition (s.n.é.), Port-au-Prince, 1963 ; *Boukman ou l'échappé des Enfers*, théâtre, Port-

au-Prince, 1963 ; *Rose morte*, théâtre, Port-au-Prince, 1964 ; *Les Escargots*, théâtre, Port-au-Prince, 1965 ; *Et caetera*, poésie, s.n.é., Port-au-Prince, 1967 ; *Ate lier Fardin*, Port-au-Prince, 1974 ; *Ces îles qui marchent*, poésie, Col lection « Spirale », Port-au-Prince, 1969 ; Éditions Fardin, Port-au-Prince 1974 ; Éditions Mémoi re, Port-au-Prince, 1995 ; *Le huitième jour*, roman, Éditions de l'An 2000, Port-au-Prince, 1973 ; *Mon sieur de Vastey*, théâtre, Édi tions Fardin, Port-au-Prince, 1975 ; *Poésies concrètes*, sans nom d'édition, Port-au-Prince, 1982 ; *Her bes folles*, poésie, Collection

«Nouvelle Haïti-Lit té raire », Port-au-Prince, 1982 ; *Ca raïbe*, poésie, Collection « Nou velle Haï ti-Lit té raire », Port-au-Prince, 1982 ; Éditions Mé moi re, Port-au-Prince, 1995 ; *Ping Pong poli tique*, poésie, Jean-Price Mars Presse, Port-au-Prince, 1987 ; *Le peuple des terres mêlées*, roman, Éditions Deschamps, Port-au-Prince, 1989 ; *Il faut des fois que les dieux meurent*, nouvelles et ré cits, Impri meur II, Port-au-Prince, 1992 ; *Une saison de cigales*, ro man, Édi tions Conjonction, Port-au-Prince, 1993 ; *Poèmes des îles qui marchent*, anthologie poéti que, Actes Sud, Arles (France),

2004 ; *Entre les saints des saints*, roman, C3 Éditions, Port-au-Prince, 2016.

ET CAE TERA... (extrait)

Je n'ai pas toujours été cet homme que me retourne le miroir Je me heurte contre moi-même cherchant l'angle de support Pour les balises aucune leur n'est évidente

Mais ce visage toujours nouveau prend une valeur de témoignage ne se parlant qu'à demi-mots Ô mémoire !

Je me reproche sans façon ce que j'ai fait de ma gibecière mes billes de fer mon encrier de tout ce grand étang où glissaient les plongeurs Est-ce l'envers de ce que je suis aujourd'hui (un homme mûr pour la souffrance) qui me boude comme un vieux livre plein d'images que l'on délaisse Ô miroir contre moi-même !

(Et Caetera...)

CARAÏBE (extrait)

Jusqu'ou porter la voix dans cette fête des vagues, l'arrogance de la chlorophylle, le siège des étoiles, dans ce culte à perpétuité du soleil, le va et vient des ailes, dans ce tumulte des peuples en vrac livrés aux rites des croyances millénaires ...

Tant de couleurs, de palmiers, tant de rythmes, d'amours, tant de hanches, de volupté : la générosité du poème sombre dans la folie de ce grand bal masqué atlantique.

(...) Car nous avons souve nance d'antiques splendeurs où le cacique, ayant arqué le soleil, sollicita les dieux à la table des hommes. Le ciel avait germé sur les palmiers royaux. L'instant flottait ainsi qu'un parfum de mer close. Le jour rongait ses freins et ses miracles se figèrent dans la blessure des areyotos. (Caraïbe)

République post-duvalérienne des copains et des coquins : La Loi démonique Combien de morts supplémentaires de belles âmes?

Par Jacques-Raphaël Georges

«La diplomatie sans une vision politique sous-jacente ne veut rien dire. C'est de l'abstraction. La seule chose concrète, ce sont les hommes et les situations dans lesquelles ils évoluent. Or, depuis Socrate, Platon, Aristote, en passant par Jules César, les Titans des révolutions américaine et française, jusqu'aux sociétés modernes et civilisées, le seul instrument connu, à ce jour, pour niveler les problèmes des hommes, c'est la politique. Il n'y en a pas d'autre.

C'est pourquoi, du jour où fut abandonné le principe appliqué par Madame Kathleen Riley de l'Ambassade américaine sous le CNG du général Namphy, suivant lequel Washington n'entretrait de rapports qu'avec la classe politique haïtienne tout entière et non avec les régimes de Port-au-Prince, les diplomates américains ont cessé de faire de la politique étrangère, pour entrer dans le règne de l'abstraction morale. Et l'abstraction appliquée aux relations internatio-

nales, c'est, au choix, la chienlit assurée, ou le règne du plus fort dissimulé derrière de bons sentiments. De là la diplomatie « La Limienne » de l'ONU qui étrangle l'ancienne République Caraïbe, aujourd'hui. Hélas! (Gérard Georges, Esq.)

Les démocraties occidentales ne provoquent-elles pas dans la République des terroristes pour conquérir le droit de se pavaner dans les congrès internationaux, drapées dans l'aura du parfait défenseur du **Retour au désordre constitutionnel**? Quitte à choquer, je dirais même quand les obsédés de cette **démocratie-sans parlement** renforcent paradoxalement ces criminels d'État en affaiblissant les classes populaires. En les asservissant davantage encore! Est-ce que l'ignorance croissante de l'Histoire de la Constitution de 1987 chez ceux qui prétendent nos élites ne sont pas responsables de ce raccourci en forme d'anathème qu'est le **Conseil Électoral Provisoire zombi** ?

Casser le baromètre de l'alternance du pouvoir qu'est le **Conseil Électoral Permanent** indé-

pendant-pour prolonger, coûte que coûte, le simulacre. Rendez-vous à la prochaine crise. Voilà bien la méthode du petit clergé criminel dans cette Haïti où tout s'achète et se vend. Là où il n'y a pas de différence entre l'ordre et le désordre! La communauté internationale a aussi ses responsabilités, et rien n'oblige les Américains à mettre leurs pas dans ceux du Cartel de Port-au-Prince quand il viole la charte fondamentale de la nation. Quand il donne dans l'excommunication d'État !

Les Constituants de 1987, en laissant aux bons plaisirs des nouveaux Tartuffes de la République des copains et des coquins l'avenir de l'institution du **Conseil Électoral Provisoire** inscrit pourtant dans les **dispositions transitoires de la charte fondamentale de la nation (Non dans « les dispositions définitives »)**, ont semé les graines de plus de mal qu'ils ne pourraient expier. C'est l'Alpha et l'Omega de toutes les hérésies politiques qui ont germé chez nos **nouveaux démocrates et nos nouveaux humanistes**. En fait de fête, Ariel Henry n'est pas autre chose que la maladie de cette dé cision qui affecte l'ancien État Caraïbe comme l'incapacité de ses politiciens à **raisonner dans la durée**.

Les uns et les autres se battent pour ou contre quelque chose qui n'existe plus. Ce phénomène, presque pathologique, on ne le retrouve que dans l'Haïti post-duvalérienne des copains. Pas dans le reste du tiers monde.

Nous ne le dirons jamais assez : 7 février 1986, cette journée des dupes, c'est le triomphe de la médiocrité et de l'impunité. C'est aussi l'assassinat au berceau de l'alternance politique, puisque le **Conseil Électoral Permanent**, inscrit dans les **dispositions définitives** de la Constitution, a été tor-

pillé. Stratégiquement! Les plus grands crimes contre la **Loi des lois** y ont été évoqués pour rien. Et la conséquence ? Ils suivent le mouvement de la plus grande pente qu'ils ont eux-mêmes laissé s'instaurer, tout en pensant pouvoir l'utiliser. Mais, s'il y a la dialectique bien connue **Provocation/Répression**, il y a aussi la dialectique non moins classique du **Laisser-Faire** et du **Toujours Plus**.

Exemple : Devenu président, via le **Conseil Électoral Provisoire** dont l'interprétation mécaniste et primaire a débouché sur l'élection d'une série de chefs d'État de facto, l'ancien petit prêtre **rouge**, Jean-Bertrand Aristide, a été déformé par un séminaire. Lors qu'il parle, on sent une littérature religieuse moyenâgeuse. Et parfois, il n'y a rien de plus radical que ces mystiques déçus même par leur Église, et qui se retournent vers un millénarisme terrestre. C'est l'orgueil du tyran qui se prend pour Dieu. Il se dresse contre le droit (le **Conseil Électoral Permanent**), son Grand Satan. Par retour d'absolu, Aristide s'est-il laissé fasciner par cette idéologie-là ? Du mysticisme religieux sans aboutissement terrestre n'a-t-il pas abouti à un mysticisme purement terrestre, dont le parti fasciste Lavalas ? Nous sommes dans un monde qui n'a jamais été aussi fou et immoral!

Parlant au nom des droits de l'homme et de l'humanité, les grands inquisiteurs de l'ONU auraient pu en parler un langage de vérité. Il n'en fut rien. Au contraire. Ils ont changé de langage et renouvelé des promesses perfides ! C'est ce que l'avocat Gérard Georges appelle **L'Haïti post-duvalérienne fatiguée!**

Cette grosse fatigue qu'**Haïti Observateur**, chaque semaine, diagnostique fort bien dans le

corps social, c'est d'abord une fatigue, un épuisement de la pensée politique elle-même ! À force de ne résister à rien, de consacrer ce qui leur reste d'énergie à mettre Haïti dans les clouds, et le peuple en liberté surveillée, **les brillants imbéciles, qui sont censés lui montrer la route, ont perdu jusqu'à la capacité mentale à faire la différence entre le Provisoire et le Définitif**.

Bref, la vieille Haïti a une grosse fatigue. Il faut qu'elle se repose. **Il faut reconstitutionnaliser la République !** Notre défi à nous, c'est d'empêcher que ce pays soit lynché par ses **élites**. Car il ne le mérite pas. Et, dans ce contexte-là, ce ne sont pas les textes, fussent-ils les meilleurs, qui peuvent, tout seuls, faire avancer les choses. Et faut des hommes neufs avec des idées neuves. Des hommes d'État !

NEW HAMPSHIRE— Nous avons ce triste privilège de vivre la République post-duvalérienne des copains et des coquins, régime de la prébende et de l'impotence personnelle. Plus les problèmes constitutionnels s'accroissent et moins on les résout.

Le régime a attendu l'image et le son de la mitrailleuse du terroriste sur les écrans de télévision du monde civilisé, c'est-à-dire d'être mis à genoux par sa propre créature, pour faire de l'intéressant en embastillant un petit mandrin. De temps à autre. Tout a commencé avec le viol de la Constitution de 1987. Et finalement, le **Conseil Électoral Permanent** est mort du Cancer-Aristide. Pour quoi ?

Parce qu'il s'accordait le privilège de désigner son successeur, en la personne de René

Suite en page 14

Frantz

Photo & Video Studio

PHONE: 718.953.4990 / 917.513.2118

843 HANKEIN AVE. (BL. UNION & PALMENA)

FRANTZSTUDIO.COM



Weddings, Engagements, Bridal Showers, Baby Showers, Birthday Parties, Graduations, Communions, Headshots, Enlargements (without Negatives), Photo Restoration, Invitations, Passport photos & much, MUCH MORE!

DIPLOMATIE INTERNATIONALE ET SOCIÉTÉ

Colombie plein feu sur la guérilla et grand silence sur les crimes d'État 2008

Par Dan Albertini

Entre (), quand j'ai observé le déroulement des ébats de création sans vie du Dr Ariel Henry, je n'avais d'autre choix que de constater la formule 'née en ca put mortuum' pour le HCT de Mirlande Hyppolite M dans la formule de Charles Tardieu-De houx. La vieille Mirlande se cro yait de régénéscence par ce qui s'apparente à une potion à la manière de l'Île du Dr Moreau, à ne pas confondre à celle du Dr No dans les giron de la Jamaïque. Dr Moreau croyant bien faire produisait des monstres avec des animaux métamorphosés, qu'il éliminait par les pas de l'échec répété. Le voyage à la Jamaïque du Dr Ariel Henry qui va participer sachant Mirlande adepte 'de la chaise vide' obligée en la circonstance s'est soldé par le faux gain de l'autre présidence réputé de Montana. C'est-à-dire, ouvrir le HCT pour le président Montana aussi. En outre, malgré les actions de certains protagonistes que je tairais pour le moment, Montana de Fritz Jean le régionaliste comme action concrète, ignore dans ses membres non pas dans sa tête, que par exemple, E Baussan et

amis, seraient les maîtres du jeu de ce jeu pour maîtriser le HCT jusqu'aux prochaines potentielles élections générales illégales. Une autre forme de coup d'État créé en Haïti, pour rester dans le SQ. Dr Ariel Henry comme Dr Moreau dans le cinéma, a-t-il prévu la fin de chaque 'tête née morte' pour une forme d'euthanasie politique? Est-ce là la diplomatie haï-



Des Afro-Colombiens interrogés à Genève, en Suisse, en 2028.

tienne à l'étranger où le Canada a peur des abeilles de cette île nouvelle, fermons cette longue ().

Colombie 2023, le gouverne-

ment a changé de forme, d'état, de clientèle, d'ami, pour le même État. La nouvelle était répandue dans les médias internationaux, la droite sans vergogne est finalement tombée de son propre poids. Cela se passait par la bonne volonté avec les FARCS, mais c'était le piège cousu avec DC pour piéger Maduro. Caracas peut compter désormais sur sa voisine

sans scrupules. Nous avons une fois de plus, consulté les archives de l'Observatoire du dies.

Nous sommes en 2008, le gouvernement Uribe mène le bal.

Voici deux extraits consultés :

«Réseau HEM Inc. a toujours fait dans les armes de la dialectique et non dans la dialectique des armes. Nous y resterons, et cette position nous est confortable. Non par indifférence en relation aux conditions inhumaines que vivent plus d'un habitant sur deux dans ce monde d'injustice, mais nous ne sommes pas du métier des armes ni de l'industrie qui en produit. De près ou de loin, nous ne voulons appuyer ou, laisser per cevoir aucun appui que ce soit à un gouvernement sanguinaire ni à des preneurs d'otages. Si les conditions ne sont encore réunies, nous croyons que les FARC devraient relâcher tous les otages sans distinction et s'engager sur la voie de l'affrontement politique de la transparence».

«Ce lundi 4 février, à Montréal et à Sherbrooke, des Québécois et Colombiens sortiront pour contrer cet appel belliqueux du gouvernement colombien et rappeler plutôt que «La voie militaire

et l'épreuve de force ont montré leur incapacité à mettre fin à la guerre qui dure depuis plus de 40 ans» comme l'explique Antonio Suarez, réfugié colombien au Québec»

Depuis le mois d'août 2022, le président Gustavo Petro mène les rênes de la présidence à Bogota malgré la partition du congrès des autres élus encore en position de nuire. Les relations de bon voisinage sans les bons offices du Nord dont Justin Trudeau au Canada, semblent tenir encore la cadence, pour le meilleur des deux peuples voisins frères. C'est un constat que le déficit américain des influences n'arrive pas à contrebalancer, les besoins de pétrole du Venezuela étant à cause de frictions asiatiques éprouvantes, et la guerre fratricide entre DC et NYC réfugié à Mar a Lago fait rage pour le bonheur du Sud hémisphérique.

Je conclus avec un rappel de H-O 19. 9 octobre 1972 P.5 VOL II No 12, qui soulève l'affaire de transfert de l'or du Chili, des É.-U., en France, dans le plus grand secret. La notion des intérêts, dans le sens de 'nos intérêts' à chacun, dans chaque pays. Comme Biden qui a ramené le Charbon malgré l'environnement...

Kreyòl

GRENN PWONMENNEN

Gen youn mache prese pou rezoud pwoblèm Ayiti a, epi Ameriken ak Kanadyen pran devan

Sanble gen youn mache prese pou rezoud pwoblèm Ayiti ki vin pi vin pi grav de jou an jou. Si yo te koute n, se lontan nou pa t ap nan tout meli melo kounnye a, san nou pa konn kijan sa pral fini, paske pèp la di yo bouke, yo pa kapab ankò.

Jan nou wè l la, se reyinyon sou reyinyon pou yo jwenn youn solisyon. Men nou nan fè nwa toujou. Kòm nou konnen, Vis Prezidan ameriken nan, Kamala Harris, te nan Nassau, Bahamas, nan dat 8 jen, jedi semèn pase a, kote l te rankontre Premye minis CARICOM yo, sòf 2 ladan yo, an sanm ak Premye minis defakto lakay la, epi prezidan dominiken an, Luis Abinader, ki pa manm CARICOM. Madan Harris te san se konvenk peyi CARICOM yo pou yo te monte youn fòs militè pou debake ann Ayiti al ede ak kesyon gang ki prèske fin pran peyi a. Li tounen Wachintonn 2 men vid. Anyen pa regle.

Soti dimanch rive madi ki sot pase a, 11 a 13 jen, se nan Kings ton, kapital peyi Jamayik, youn senkantèn Ayisyen, Premye defakto a pami yo, te reyini pou dialoge, jan yo di l la, dekwa pou yo te ka jwenn fason pou gen youn tèt ansanm. Kòm, Premye minis Jamayiken an, ki te envite yo, tout depans peye, te ka reyisi fè sa Madan Mirlande Manigat (Mi lann Maniga) pa t arive fè nan gwo wounble ki te reyalize nan dat 24 ak 25 me, nan lotèl Karibe nan Petyonvil la. Antouka, sanble Madan Maniga te gen bon nen, li te di li pa pral Jamayik. Enben anyen pa regle nan Jamayik la.

Natirèlman, mesyedam Ayiti yo pase youn bon 3 jou vakans lòt bò a, san yo pa debouse senk kòb. Yo te menm danse mezi kont yo, nan youn ti fèt Premye

minis Jamayiken an, Andrew Holness, te fè pou yo. Asireman, nou wè foto a nan rezo sosyo, kote ansyen senatè Edmonde Beau zile t ap rale bèl pa ak Emmanuel Menard, ki fè repitasyon l nan ONA, fon asirans Leta a ke yo fè kont gagòt avè l la.

Men pa gen okenn tèt ansanm ki fèt. Okontrè, nan diskou li te fè



Aryèl Anri pa pran desizyon pour Ayiti anko, se chef ameriken ak kanadyen ki fè sa.

nan Jamayik la Premye minis defakto a te di byen klè li pa vin pou pran lòd nan men pèsonn. Li annik fè pwomès, menm jan li te fè nan Akò 21 septanm 2021 an, epi l te bay visye yo kèk pòs pou fèmen bouch yo, san vrèman chanje anyen. Kanta pou pwomès li te fè nan Akò 21 desanm, 2022 a, anyen menm. Kidonk, nou tou konnen se ranje Aryèl Anri ap ranje kò l pou l kenbe pouvwa l pou kèk tan, plizyè lane menm, si se pa av. Bagay ki pi rèd, sè ke gwo otorite nank Kominote entènasyonal la kanpe djanm deyè msye.

Ameriken kanpe pa dèyè, yo pouse Kanada pran devan sou kesyon Ayiti a

Lè m di nou gen youn mache prese nan kesyon Ayiti a, n oblije kwè m wi. Gad sa k pase. Reyinyon Jamayik fini nan madi swa, 13 jen, nan jedi, 15 jen, se Minis Afè Etranjè Kanada, Mélanie Joly, ki fè youn gwo reyinyon sou kesyon Ayiti a, pou diskite siti ya syon sekirite a. Li reyini Minis Afè Etranjè youn bann peyi pou diskite sa yo ka fè nan kesyon Ayiti a.

Se pa youn jwèt ti zafè lè nou wè non tout peyi ki te patisipe nan reyinyon minis Afè Etranjè Kanada a. M ap bay lis la nan lang angle, jan li parèt, ann òd al fabetik: Atigua and Barbuda, Australia, Bahamas, Barbados, Belize, Brazil, CARICOM, Chile, Colombia, Costa Rica, Dominican Republic, Ecuador, European Union, France, Germany, Guatemala, Guyana, Haiti, Italy, Jamaica, Japan, Kenya, Mexico, Norway, Panama, Peru, Rwanda, Saint Kitts and Nevis, Saint Vincent and Grenadines, Senegal, Spain, Sweden, Switzer land, Trinidad and Tobago, United Kingdom, United States, UN Integrated Office in Haiti (BINUH), UNDP an UNDPPA.

Nou ka remake non Federasyon Larisi ak peyi Lachin, ni okenn lòt peyi ki gen bon relasyon ak 2 gwo towò sa yo pa sou lis la. Selon nou menm, nou kwè ke Ameriken yo, k ap pouse pa dèyè pou gen youn fòs militè etranje rantrè ann Ayiti, jwenn opozisyon Lachin ak Larisi nan Konsèy Sekirite a. Alò, yo pran youn lòt wout pou wè si yo ka rive monte youn fòs pou rantrè ann Ayiti. Men Ameriken pa vle fè sa pou kont yo. Kòm nou konnen, lè Prezidan Joe Biden te eseye fè Kanada pran devan sou kesyon fòs militè pou antre Ayiti a, Premye Minis Justin Trudeau pa t mache. E lè Msye Trudeau, bò kote pa l, te eseye fè Premye minis CARICOM yo pran devan, yo menm tou yo pa t mache. Èske yo pral reyisi avèk tout peyi sa yo, ki se youn bann patnè Ameriken yo ?

Men sekretè Deta ameriken an pran devan

Antouka, se sekretè Deta ameri-

ken an, ki se menm ak Minis Afè etranjè lòt peyi yo, ki pran devan pou pale pou Ayiti. Si nou te ka wè e tandè msye nan video kote l ap pale a, nou ta wè nan figi l se kòm si li ta vle kriye pou sitiya-syon peyi Dayiti. M ap ban nou youn ti moso nan diskou a.

Premyèman, li renmèsye minis Afè etranjè Kanada a, Mélanie Joly, paske li pran responsablite envite tout lòt minis etranje lòt peyi mwen sot site yo. Li di sa fèt « a youn moman kritik kote si tiyasyon Ayiti a mal anpil. Gen youn grangou pete fyèl k ap touye moun yo. Se anviwon lamwatye sitwayen nan peyi a k ap soufri byen rèd. kolera tonbe sou yo. Plis pase 155 mil moun oblije kouri kite lakay yo, akòz gang. Pèp Ayisyen an bezwen sipò nou. Wi, kounnye a menm ».

Li kontinye : « Fòk nou kò manse ak sekirite pou peyi a. Fòk nou bay Polis la jarèt ». Epi l di kijan Kanada deja depanse 92 milyon depi lane 2021 nan machin ak ekipman pou Polis la. Li di tou Kanada mete sanksyon sou plizyè gran nèg ki t ap ede gang yo e l ap kontinye frappe lòt move je toujou. Dayè, peyi l sot pran 2 gwo malveyan, 2 ansyen palmantè. Nou konnen yo : Gracia Delva ak Victor Prophane, ki t ap opere nan zòn Latibonit, kote gang yo bay anpil traka.

Epi Mesye Blinken di : « Fòk nou vini ak youn sipò pou ede moun yo ki nan bezwen. Fòk nou monte youn Koalisyon pou sa fèt byen vit ». Epi li tou lage kesyon fòs etranje a : « Nou sipòte lidè pou gen youn fòs ki konpoze ak anpil nasyon pou rantrè ann Ayiti. Nou pa gen dwa pou n pa reyisi. Fòk sa fèt ».

Antretan, sanble sekretè Deta a ap bay tèt li manti lè l vini ak non Aryèl Anri anvan l fini ak diskou l la. « Fòk Aryèl Anri rantrè nan bonjan dialòg » Kivedi, anyen pa ka fèt san Aryèl Anri. Nou menm nou di, se Aryèl Anri ki « pierre d'achoppement » an, jan yo di pawòl an franse. Se li menm ki pi gwo anpechman pou nou jwenn youn solisyon. Si yo pa jwenn youn fason pou eklipse msye, se nan tchoubounm yo tout pral tonbe. Se byen malere.

Lòt reyinyon Nasyon

Zini sou kesyon Ayiti a

Nou wè mache prese sou kesyon Ayiti a ankò nan Nasyon Zini nan dat 16 jen an, kivedi jedi semèn pase a. Fwa sa a se ECOSOC, youn branch Nasyon Zini, ki te reyini pou yo takle kriz manje pou mounn k ap mouri grangou ann Ayiti yo.

Yo vini ak menm enfòmasyon ki deja ap sikile toupatou. Se prèske la mwatye popilasyon an k ap soufri anba youn grangou pete fyèl. Fòk youn bagay fèt byen vit. Se prèske tout mounn ki te entevni ki di sa. Fwa sa a, se pa sèlman sèten peyi, ki manm Loni kir antre nan kesyon an, men sosyete sivil, sektè prive, òganizasyon finans, tankou World Bank, Fon Monetè, rantrè nan kesyon an.

Se rache kè pou n tande jèn mounn ann Ayiti ki t ap pale pou bay opinyon yo. Pa egzans, yo kite youn etidyan ki gen 20 lane, Jose Miltrete Montcy, ki di mounn ECOSOC yo : « Kouman fè nan lòt peyi y ap voye manje jete nan fatra chak jou, pandan nou menm ann Ayiti n ap mouri grangou? » Youn lòt etidyan, Ifender Valcenat, ki gen 17 an, ajoute : « Kisa k anpeche Kominote Entènasyonal la aji dekwa pou 100 mil (100 000) mounn pa bezwen mouri fap fap ». Epi youn youn dènye etidyan 17 an tou, ki rele Mervensky Moreau mande youn kesyon ki fè kè nou senyen : « Èske zòt pral kite nou peri nan sitiya-syon malouk sa a, san bay èd nou bezwen an ? »

Se youn sitiya-syon tèrib ki te dwe jwenn youn solisyon depi byen lontan. Kounnye a ke je lemonn antye louvri sou sa k ap pase ann Ayiti a, li lè, li tan pou sa chanje. E sa p ap chanje toutotan Aryèl Anri ak asosye l yo kenbe pèp la nan sitiya-syon li ye a. Men sa k pi twouble m, se bann gwo zotobre etranje yo. Mwen ta renmen yo eksplike m sa k fè yo kanpe djanm deyè Aryèl Anri a.

Antouka, mwen pa ba yo bouch, men mouvman Bwa Kale a pa sèlman kont gang a sapat, men kont gang a kravats tou. Sa m wè pou yo, Antwàn Nan Gonmye pa wè l.

TiRenm/
Grenn Pwonmennen
raljo31@yahoo.com

HAITI

OBSERVATEUR

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA

Lè manke gid, pèp la gaye !

HAPPENINGS!

Continued from page 1

The latest flap from an announcement of the Canadian Foreign Minister about her government's choice of the Dominican Republic as a base to carry out some programs in support of the embattled Haitian National Police (HPN) illustrates the downgrading of Haiti, its sovereignty trampled by Canada, no doubt in accord with the United States.

Following a meeting last Thursday, June 15, of foreign ministers of more than thirty Western allies and of major international organizations, at the behest of Canadian Foreign Minister Melanie Joly, she announced, on Friday, June 16, that Canada plans to set up a Canadian office to "coordinate support for the HPN in the Dominican Republic, Haiti's next-door neighbor. It's an urgent matter to be operational during the summer, already under way.

Though the Dominican Foreign Minister, Roberto Alvarez, attended the Joly conference, that same Friday he issued a statement on social media, in which he denies any authorization by his country for such a plan. He went further, stating that no such plan has even been discussed with the Dominican government. His country's sovereignty cannot be banalized. Haitian authorities didn't react.

Without commenting on the declaration of the Dominican



American Foreign Secretary of State Antony Blinken.

Foreign Minister, immediately Ms. Joly told the Reuters news agency that talks are still underway with 20 countries and international organizations "to finalize a location that will support the group's work in geographical proximity to Haiti." For, she maintains that the HPN should be strengthened to meet Haiti's security need.

Haiti, subservient to neighboring countries, for lack of governance at home

As it is, Canada shows that Haiti is not a trusted partner. Others, even the Dominican Republic, which has an adversarial stand toward Haiti, can provide a pied-à-terre for work to undertake in Haiti. If not the Dominican Republic, any other country in the vicinity of Haiti can be used for the project. And the Haitian officials still don't react.

The foregoing underscores the fact that security is, admittedly, non-existent in Haiti. As reported, heavily-armed bandits control great swaths of the land, including about 90% of the capital of Port-au-Prince and its surroundings.

Haiti's security has been greatly compromised because governance is practically inexistant, as testified by the proliferation of the armed gangs. For example, on June 1st, the gangs which control Martissant celebrated their second year as sole masters of that southern suburb of Port-au-Prince, which is the gateway to four of the 10 geographic departments, as Haiti's mini states are called. Vehicular traveling is greatly restricted to those departments of Haiti's Greater South and to three major cities of the Western department, administratively dependent on Port-au-Prince. Imagine that the gangs impose their law by extorting chauffeurs who dare travel on National Route No. 2, which links Haiti's capital to the blockaded areas.

Yet, Ariel Henry, the de facto Prime Minister, in power since



Dominican Minister of Foreign Affairs Roberto Alvarez is not on the same page of her Canadian colleague on Haiti.

July 20, 2021, hasn't lifted a finger against the gangs of Martissant. Deservedly, he's criticized as being in cahoots with the gangs. For example, on May 18, for Flag Day, the celebration of which he singlehandedly transferred to Cap-Haitien from its traditional Arcahaie location, he asked that 150 policemen be dispatched from Port-au-Prince to join those in Haiti's second city to provide security. The distance between the two cities is 121 miles, or 194 kilometers. Yet, no

police activities against the gangs of Martissant, which an extension of Port-au-Prince.

When Haiti's stakeholders, including the de facto Prime Minister, are invited to Jamaica by that country's Prime Minister Andrew Holness, to a three-day con-



Vice-President Kamala Harris with Bahamian leaders in Nassau.

ference (June 11-13), all expenses paid, to undertake dialogue toward solving the multifaceted crisis threatening the stability of the country, it is an example of infringement of Haiti's sovereignty.

Interestingly, Mirlande Manigat, who presides the three-member High Council of Transition (HCT), set up by Prime Minister Henry, balked at attending the Jamaica conference. She alleged that the meeting was superfluous, especially since on May 24 and 25, the HCT had held a similar summit in Pétionville, and nothing concrete came out of it. Haitians, she added, should work out their differences at home and not be dictated by leaders of other countries, friendly though they may be.

Other than the Jamaica conference, other meetings to decide the fate of Haiti are held elsewhere, such as the June 8 meeting in Nassau, Bahamas. American Vice-president Kamala Harris huddled with leaders of CARICOM, including Haiti's Prime Minister, and Dominican President Luis Abinader to decide on Haiti's future. But there was no agreement on a regional force to be dispatched to Haiti to deal with the gangs. There's no unanimity on the part of the Caribbean leaders on a force that would be supporting Ariel Henry, an illegitimate prime minister who is contested by most Haitians.

Haiti's sovereignty betrayed by its own

As it is, the neurosurgeon Dr. Henry is doing the bidding of the international bigwigs. In the process he's instrumental in whittling away the sovereignty of the country. Though, last October, he officially requested that the UN Secretary General António Guterres send troops to Haiti to help him, at the May 24-25 forum at the Karibe Hotel in Pétionville, he publicly denied he made such a request. Then, on June 8, in

nation, which was a beacon of freedom for others, systematically impoverished and made unmanageable, its inhabitants treated as the scums of the earth, and having the moniker of "The poorest nation in the Western Hemisphere, one of the poorest in the world." What was planned and pursued, from the beginning of Haiti's declaration of independence by the powerful of the world has come to fruition: the wreck-

Nassau, he reiterated his request for foreign intervention.

Obviously, the current Haitian leadership is facilitating what the

ing of that first example of freedom and reestablishing foreign sovereignty in the former "Pearl of the Antilles" for the benefit of



Melanie Joly, Canadian Foreign Minister makes big decisions for Haiti in the name of her Government.

international community wants to accomplish in Haiti, which shouldn't be governed by Haitians. Foreign powers, attracted by Haiti's underground wealth, including precious metals and petroleum reserves, have long-term plans for their exploitation. Thus, the first independent Black

the modern powerful leaders of the international community. Such is the situation that will eventually lead to a modern revolution!

RAJ
raljo31@yahoo.com

NOUVELLES BRÈVES ET COMMENTAIRES

Un nouveau vent de conciliation souffle en Haïti ?

*Le secrétaire d'État américain Antony Blinken en Chine

Le lundi, 20 juin, est arrivé à Beijing, la capitale chinoise, le chef de la diplomatie américaine, en mission pour faire baisser les tensions entre les deux géants de la planète, surtout après des incidents majeurs qui faisaient monter les enchères entre les deux pays.

Tel qu'annoncé, la semaine dernière, un bateau de guerre chinois s'était approché d'un navire américain, dans un geste provocateur, dans les eaux internationales non loin de Taïwan, cette province que la Chine prétend être son territoire, mais qui est protégé par l'Occident, surtout par les États-Unis, depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, en 1945.

L'on retiendra aussi que le 4 février dernier, les États-Unis avaient abattu un appareil chinois en forme de ballon qui survolait le territoire américain, depuis le 28 janvier.

Une rencontre avec le chef d'État chinois

La visite de Blinken, la première d'un secrétaire d'État américain depuis 2018, s'effectue, suite à une information publiée dans le Wall Street Journal, le 8 juin, selon laquelle la Chine comptait



Antony Blinken

établir un centre d'entraînement militaire ayant la capacité de surveillance et d'écoute, à Cuba, à seulement 90 miles (144,8 kilomètres) des côtes de la Floride.

Après deux jours à Beijing, durant lesquels Blinken a rencontré le président chinois, Xi Jinping, celui-là dit qu'ils se sont entendus pour « stabiliser » les relations entre les deux pays. Toutefois, le président chinois n'a pas accepté la proposition la plus importante de l'Américain : favoriser des échanges entre les départements de la défense des deux pays.

En tout cas, c'est un premier pas vers une normalisation entre ces deux géants militaires et éco-

nomiques. Il faut rappeler que, l'année dernière, dit M. Blinken, les échanges commerciaux ont atteint un record de 700 milliards de dollars. Aussi, il y a quelque 300 mille étudiants chinois enrôlés dans des centres d'étude aux États-Unis.

Rien n'est dit sur un sujet qui tient à cœur aux Américains : la Chine ne conçoit pas d'aide militaire à la Russie dans la guerre que Vladimir Poutine a déclenchée contre l'Ukraine, depuis le mois de février de l'année dernière.

*Une délégation africaine en Ukraine et en Russie le week-end dernier

À l'initiative de l'Afrique du Sud, une délégation comprenant les chefs d'État d'autres pays du continent africain, bien entendu celui de l'Afrique du Sud, ainsi que ceux de Congo-Brazzaville, des Comores, de l'Égypte, du Sénégal, de l'Uganda et de la Zambie, se trouvait à Kyev, la capitale de l'Ukraine, vendredi dernier (16 juin) pour rencontrer le président ukrainien Volodymyr Zelensky. Puis, le lendemain, samedi (17 juin) c'était la rencontre, à Moscou, avec le président russe Vladimir Poutine.

À quoi s'attendre de l'initiative africaine visant à trouver une



Xi Jinping

solution au conflit déclenché par l'attaque russe contre le pays voisin ? Selon Jean Yves Olivier, qui aurait préparé le terrain pour arriver aux rencontres, l'on vise, au prime abord, des « objectifs modestes », tels un échange de prisonniers de guerre et le dégel de la situation permettant la reprise des transactions commerciales, de la région en guerre vers le continent africain, privé, de puis les hostilités, de grains, surtout du blé utilisé dans la production du pain, ainsi que des engrais.

Suite au passage, à Kyev, de la délégation africaine, le président Zelensky a déclaré que des pourparlers visant la paix dépen-

dent d'un retrait des forces russes du territoire ukrainien. Cependant, il a ajouté qu'il encourage la participation des Africains au sommet de la paix, en préparation à cette fin but. À noter, qu'entre autres, le gouvernement de la Turquie, ainsi que le Pape François poussent à la roue, depuis quelque temps, pour un cessez-le-feu, en vue d'un traité de paix dans ce conflit, qui a trop duré.

En effet, en déclenchant les hostilités, le 20 février 2022, Poutine croyait qu'il s'agissait d'un « exercice militaire de 24 à 48 heures ». Voilà que 16 mois se sont déjà écoulés sans issue favorable pour l'envahisseur. Il ne s'attendait pas à une résistance aussi musclée des Ukrainiens. Entre-temps, au 12 avril de cette année, les pertes ukrainiennes s'élevaient à 354 000, y compris morts et blessés, tandis que l'on mentionne 100 000 du côté des Russes. Assez de cette boucherie!

Le saviez-vous ?

Lundi dernier était jour férié aux États-Unis : **Juneteenth !**

En effet, c'est le 17 juin 2021 que le président Joseph « Joe » Biden a signé la loi faisant de ce jour le dernier congé fédéral, suite à un vote unanime du Sénat et l'approbation écrasante du vote de la Chambre basse, soit 415 pour et 14. Depuis lors, le 19 juin devient **Juneteenth** au niveau fédéral.

Que signifie **Juneteenth** ? C'est la célébration de la fin de l'esclavage aux États-Unis. Imaginez que l'esclavage a été aboli, en 1863 quand le président Abraham Lincoln émit ce qui est, à jamais, connu comme « **Emancipation Proclamation** » (« **la proclamation de l'Indépendance** »). Toutefois, plusieurs années sont passées avant que tous les états de l'Union n'approuvent l'abolition de l'esclavage dans leurs circonscriptions respectives. Au cours des ans, plusieurs états ont reconnu le 19 juin comme jour férié, mais il a fallu la décision de Biden, il y a de cela deux ans pour en faire un jour férié national.

Ainsi, lundi dernier, certains amis m'ont demandé de quelle fête s'agit-il aujourd'hui ? C'était bien **Juneteenth !**

It's Graduation Time in America!

Qu'on m'excuse de rompre la cadence française pour plaire à ces jeunes diplômés élevés aux États-Unis, qui se sentent beaucoup plus à l'aise de leurs exploits dans la langue de

Shakespeare. Le père, lui, Éric Saint-Louis, ancien manager à Haïti-Observateur est polyvalent et se réjouit du succès de sa pro-

in Harrisburg, Pa. and heads to college in the Fall. With his name, he may follow in the footsteps of his father, who is a very

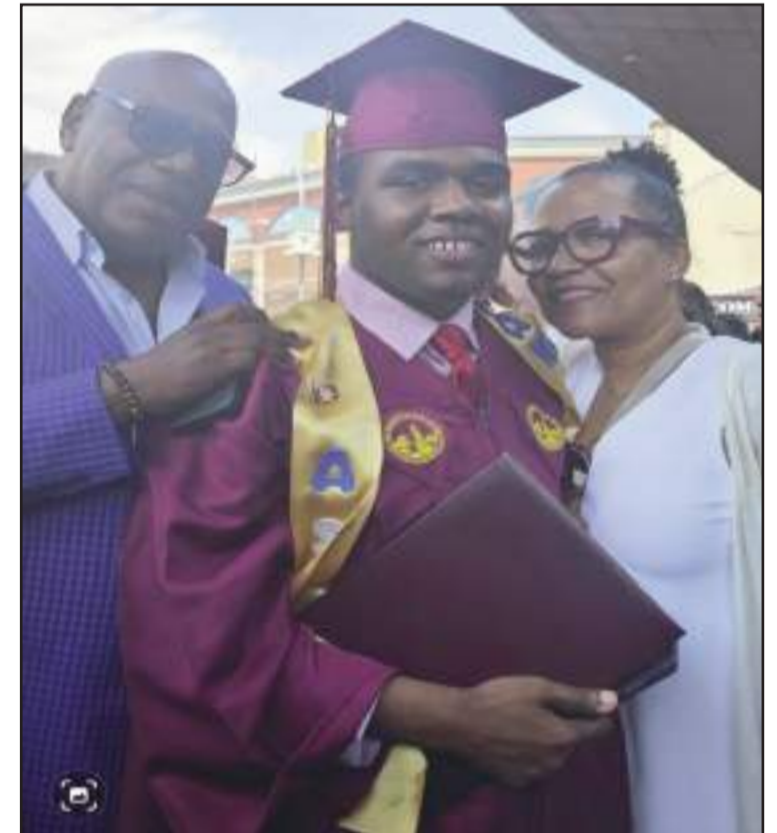


Éric Saint-Louis et son fils Éric Saint-Louis III

géniture. Nous saluons ces jeunes diplômés, tout en leur disant : « Excelsior ! Toujours plus haut ! »

Meet Zhen Saint-Louis, who

influential businessman and community leader, who has left his mark in society in many ways. We owe it to him for having turned the Haïti-Observateur



De gauche à droite, le père Éric Saint-Louis, Zhen Saint Louis, et Jacqueline Jastram, la mère.

graduated with B.A. in Accounting from Brooklyn College. He has always shown a special dexterity when it comes to numbers and dates. Now he goes for the CPA (Certified Public Accountant). Way to go Zhen!


Eric Saint Louis III graduated from Harrisburg High School,

into a commercial venture, from the first crusading Haitian organ abroad against the dictatorship back home, which turns 52 years old on July 23. Congratulations Éric!


Pierre Quiroule II
raljo31@yahoo.com

VOICI UN MESSAGE À NE PAS IGNORER.

Connectez-vous à votre compte ou appelez-nous pour commencer.



nystateofhealth.ny.gov
(855) 355 5777

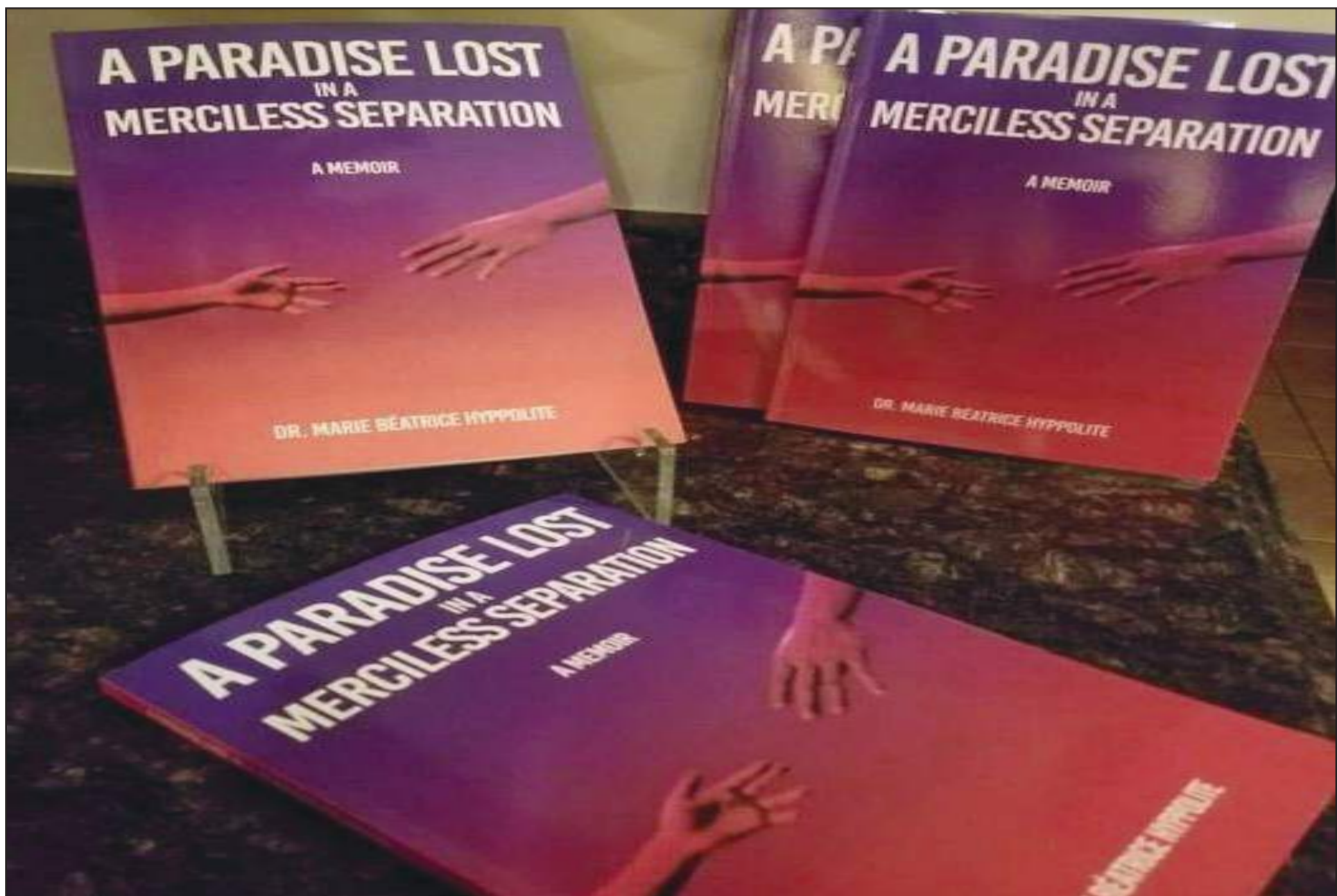



NY State of Health
AUJOURD'HUI 13 h 02

Les règles de renouvellement de l'assurance maladie changent pour les personnes actuellement souscrites à **Medicaid**, **Child Health Plus** ou **Essential Plan**.

Lorsque **NY State of Health** vous contacte, le moment est venu pour vous de prendre des mesures concernant votre assurance maladie.

MESSAGE



ÉDITORIAL



La justice, socle d'une nation démocratique, absente en Haïti !

Les événements survenus, cette dernière semaine, au sujet d'Haïti, interpellent avec urgence, tous à la fois, et rappellent que les défenseurs des intérêts d'Haïti devraient se prononcer immédiatement à leur sujet. Nonobstant cette urgence, à *Haïti-Observateur*, nous avons opté pour privilégier la question de la justice. Socle de toute société démocratique, elle est bafouée en permanence, pour ne pas dire absente. Pire encore, dans certains milieux politiques, des victimes d'actes criminels n'ont droit qu'à la justice immanente. Il semble que, en Haïti, les défenseurs du droit à la justice aient un déficit d'endurance, car manquant de disposition à mener la lutte pour cette noble cause sur le long terme.

S'il existe un pays où s'applique, à la lettre, la fable de Jean de Lafontaine intitulé « *Le loup et l'agneau* », c'est bien Haïti. Excepté que l'expression « *plus fort* » s'applique aux plus puissants dans tous les domaines. Avant tout, il faut retenir qu'il y a, peut-être, dans la première République noire du monde, plus de cas d'impunités par kilo mètre carré que partout ailleurs. Mais quand on observe la manière dont évoluent les dossiers, surtout d'assassinats, de kidnappings, de massacres d'État, ou encore de dépossession, en sus d'autres crimes extrêmement graves perpétrés, alors que les auteurs — individuels, collectifs ou mêmes des dirigeants — courent encore, il faut reconnaître que ce pays est unique en son genre. Dans l'État PHTKiste, la justice est l'apanage d'une catégorie extrêmement limitée. La tradition criminelle, qui caractérise, trop souvent, les dirigeants politiques haïtiens, dont de nombreuses victimes, à travers les ans, n'ont jamais obtenu justice, continue. Même après la chute de la dictature des Duvalier quand, de tous les coins du pays, ve naient les échos de l'ère démocratique et rupture avec la culture d'abus de pouvoir, de l'arbitraire et d'assassinats politiques, le pays n'a connu aucun changement réel. Il semble que la chute de la dynastie duvaliériste ait donné naissance à une nouvelle catégorie de leaders, encore plus acharnés dans les actes criminels que leurs prédécesseurs.

En effet, de Jean-Bertrand Aristide, à Jovenel Moïse et Ariel Henry, en passant par Michel Martelly, chacun a son lot de victimes. Sans énumérer les crimes financiers que celui-là a multipliés, il avait donné carte blanche à ses assassins politiques. On peut citer, entre au-

tres, parmi ses victimes, les journalistes Jean Léopold Dominique et Jean-Clau de Louissaint, le gardien de sa station de radio, tué en même temps que lui; ainsi que Brignol Lindor, l'avocate Mi-reille Durocher Bertin, le pasteur Emmanuel Leroy, le père Jean Pierre-Louis, dit Père Ti-Jean, et la policière Christine Jeune, etc. Plus d'une cinquantaine de personnes, dont des hommes politiques et des citoyens de toutes catégories sociales ont été assassinés par des membres d'organisations populaires, mises sur pied par le prêtre défroqué, précurseurs des gangs armés, d'ordre d'Aristide. Seul Amaral, Duclona, ex-chef de gang de Cité Soleil, en Haïti, capturé en République dominicaine et extradé en France, pour le kidnapping suivi d'assassinat de l'homme d'affaires français d'origine haïtienne, Claude Bernard Lauture, a été condamné à la prison, en France, pour ce crime. Mais le commanditaire de ce forfait, l'ex-président Aristide, continue de jouir de l'impunité.

Quant à Michel Martelly, les crimes à lui attribués sont la mort du juge instructeur Jean Serge Joseph, l'assassinat d'un homme d'affaires à la Douane de Malpasse, ainsi que celui du trafiquant de drogue Évinx Daniel, victime du futur président Jovenel Moïse et de Charles (Kiko) Saint-Rémy, beau-frère du président-musicien.

Si la nouvelle ère de l'impunité post-duvaliériste a été introduite par Jean-Bertrand Aristide, c'est sous l'égide du président assassiné le 7 juillet 2022, que les crimes d'État ont été commis sur une base régulière. Dans les bidonvilles, à la capitale, notamment à Cité Soleil, au Bel-Air, à Carrefour-Feuilles et ailleurs, les gangs armés à la solde du pouvoir ont perpétré des massacres, faisant des douzaines de victimes à la fois. Sans compter les viols perpétrés sur des femmes sans défense, y compris des mineures, en sus de personnes portées disparues et des familles obligées de fuir leurs quartiers, après que leurs résidences eurent été incendiées.

Cette longue série criminelle, lancée par Jovenel Moïse, a aussi pris l'allure d'assassinats de personnalités ayant connu le même sort que les victimes des quartiers défavorisés de la capitale. On en veut pour exemples, un cadre de la Banque centrale et la mère de son enfant; un directeur d'école et son compagnon, de même qu'un homme d'affaires, propriétaire d'un super marché. Mais le cas du bâtonnier du Barreau de Port-au-Prince, Me Monferrier Dorval, a suscité un scandale international.

Au pays, la communauté juridique s'est révoltée, comme un seul homme, pour exiger une enquête approfondie sur ce crime, surtout que cet assassinat, qui a été perpétré, à l'entrée de la résidence de la victime, située dans le quartier où se trouvait la maison privée du président défunt Jovenel Moïse, associé à ce forfait. Au niveau international, plusieurs barreaux de pays francophones s'étaient joints aux mêmes institutions haïtiennes pour demander justice pour la victime.

Le cas de M. Dorval a surtout attiré l'attention sur la famille présidentielle, dont l'ex-première dame, Martine Moïse, s'est fait attribuer un rôle dans la commission de ce crime. Car le président défunt lui-même avait révélé que dix minutes après cet assassinat, sa femme lui avait communiqué une vidéo sur le déroulement du meurtre. Et bien que l'enquête lancée par la Direction centrale de la Police judiciaire (DCPJ), sur ce meurtre, ait traîné en longueur, des hommes proches de la présidence, parmi eux le chauffeur personnel de la femme de M. Moïse, figurait parmi les hommes incarcérés en lien avec cet assassinat.

La culture de l'impunité faisant la loi, en Haïti, sous l'administration PHTKiste, dirigée par Jovenel Moïse, tous les hommes de main qui ont perpétré les assassinats qu'il a commandités courent encore. Mais, celui-ci est tombé, à son tour, victime sous les balles d'un commando de mercenaires, sans avoir fait le moindre effort pour donner justice aux douzaines d'inno-

cents qu'il a fait exécuter. De toute évidence, ses héritiers politiques, au pouvoir avec Ariel Henry, ou bien lui vouant une opposition acharnée, comme la veuve du défunt président et Clau de Joseph, son ex-ministre des Affaires étrangères et Premier ministre d'un très bref mandat, de même que nombreux d'autres, ne cessent de demander justice pour lui.

Pourtant, Me Monferrier Dorval et la foule des autres victimes tuées, sous Jovenel Moïse, n'ont pas droit à la justice. D'ailleurs, les partisans du président défunt, qui se démènent comme un beau diable pour le succéder, entendent continuer sa politique d'impunité et de corruption généralisée, en vue de poursuivre l'œuvre de paupérisation d'Haïti, par le biais de détournements de fonds publics, au même titre que la mise à sac du Fonds PetroCaribe.

La justice étant le pilier sur lequel repose la bonne gouvernance, toutes les composantes de la démocratie en dépendent. Dans cet ordre d'idées, les secteurs politiques liés à Jovenel Moïse, faisant flèche de tout bois, pour exiger la justice à sens unique, en faveur de leur patron défunt, et ignorant toutes les autres victimes de ce dernier, à travers la République, ont pour objectifs de perpétuer ce style de gouvernement.

Le peuple haïtien a besoin de justice pour tous ! Ceux qui la préconisent et la demandent, exclusivement pour Jovenel Moïse, ne doivent pas avoir droit de cité, dans l'administration publique, ni aspirer aux commandes de la nation.

HAÏTI OBSERVATEUR		<i>Haïti-Observateur</i> P.O. Box 356237 Briarwood, N Y 11435-6235 Tél. (718) 812-2820
SUBSCRIPTION FORM BULLETIN DE SOUSCRIPTION		
Haïti Haïti-Observateur 98, Avenue John Brown, 3ème étage Port au Prince, Haïti Tél. (509) 223-0782 ou (509) 223-0785	ÉTAT-UNIS 1ère classe <input type="checkbox"/> 48,00 \$ US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 90,00 \$ US, pour un (1) an	AFRIQUE ET ASIE <input type="checkbox"/> 553,00 FF, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1005,00 FF, pour un (1) an
CANADA Haïti-Observateur Gérard Louis Jacques 514-371-6434 12 Haïti OR Canada 12213 Joseph Cassavani Montréal H3M 2C7	CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE 1ère classe <input type="checkbox"/> 975,00 US, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 1760,00 US, pour un (1) an	EUROPE <input type="checkbox"/> 73 EURO, pour six (6) mois <input type="checkbox"/> 125 EURO, pour un (1) an Par chèque ou mandat postal en francs français
EUROPE, AFRIQUE ET ASIE Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à: Jean Claude Wolton 13 K Avenue Faidherbe, 81 Rt Apt. 44 93310 Le Pré St. Gervais France Tél. (33-1) 43-83-26-10		
Name/Nom _____ Company/Compagnie _____ Address/Adresse _____ City/Ville _____ State/État _____ Zip Code/Code Régional _____ Country/Pays _____		
<small>Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire.</small>		

EDITORIAL



Justice, the bedrock of a democratic nation, is absent in Haiti!

The events of the past week concerning Haiti are a matter of urgency for all concerned, and a reminder that the defenders of Haiti's interests should take a stand on them immediately. Notwithstanding this urgency, we at Haiti-Observateur have opted to focus on the issue of justice. The bedrock of any democratic society, it is constantly flouted, not to say absent. Worse still, in some political circles, victims of crime are entitled only to immanent justice. It seems that, in Haiti, defenders of the right to justice lack the stamina to fight for this noble cause over the long term.

If ever there was a country where Jean de Lafontaine's fable "The Wolf and the Lamb" applies to the letter, it's Haiti. Except that the expression "strongest" applies to the most powerful in every field. First and foremost, there are perhaps more cases of impunity per square kilometer in the world's first black republic than anywhere else. But when we look at the way in which cases are evolving, especially those involving assassinations, kidnappings, state massacres and dispossession, in addition to other extremely serious crimes perpetrated while the perpetrators, whether individuals, groups or even leaders, are still at large, we have to admit that this country is unique. In the PHTKist state, justice is the prerogative of an extremely limited category. The criminal tradition that all too often characterizes Haiti's political leaders, and whose many victims over the years have never obtained justice, continues. Even after the fall of the Duvalier dictatorship, when echoes of the democratic era were coming from every corner of the country and the culture of abuse of power, arbitrariness and political assassination was breaking down, the country saw no real change. It seems that the fall of the Duvalier dynasty has given rise to a new category of leaders, even more relentless in their criminal acts than their predecessors.

Indeed, from Jean-Bertrand Aristide to Jovenel Moïse and Ariel Henry, not forgetting Michel Martelly, each has his share of victims. Without listing the financial crimes he has multiplied, he has given his political assassins carte blanche. His victims included journalists Jean Léopold Dominique and Jean-Claude Louissaint, the janitor of his radio station, killed at the same time as him; as well as Brignol Lindor, lawyer Mireille Durocher Bertin, Pastor Emmanuel Leroy, Father Jean Pierre-

Louis, known as Père Ti-Jean, and policewoman Christine Jeune, among others. More than fifty people, including politicians and citizens from all walks of life, were murdered by members of popular organizations set up by the defrocked priest, precursors of the armed gangs ordered by Aristide. Only Amaral Duclona, ex-gang leader of Cité Soleil in Haiti, captured in the Dominican Republic and extradited to France for the kidnapping and murder of French businessman Claude Bernard Lauture, was sentenced to prison in France for this crime. But the man who masterminded the crime, ex-President Aristide, continues to enjoy impunity.

As for Michel Martelly, the crimes attributed to him are the death of investigating judge Jean Serge Joseph, the murder of a businessman at Malpasse customs, and that of drug trafficker Évinx Daniel, victim of future president Jovenel Moïse and Charles (Kiko) Saint-Rémy, brother-in-law of the president-musician.

If the new era of post-Duvalier impunity was ushered in by Jean-Bertrand Aristide, it was under the aegis of the president assassinated on July 7, 2022, that state crimes were committed on a regular basis. In the capital's shantytowns, notably Cité Soleil, Bel-Air, Carrefour-Feuilles and La Saline, armed gangs in the pay of the government perpetrated massacres, claiming dozens of victims at a time. Not to mention the rapes perpetrated on defenseless women, including minors, in addition to missing persons and families forced to flee their neighborhoods after their homes were set on fire.

This long black series, launched by Jovenel Moïse, has also taken the form of assassinations of personalities who have suffered the same fate as the victims in the capital's underprivileged neighborhoods. Examples include a Central Bank executive and the mother of his child, a school principal and his partner, and a businessman who owned a supermarket. But the case of the President of the Port-au-Prince Bar Association, Me Monferrier Dorval, caused an international scandal.

At home, the legal community rose up as one to demand a thorough investigation into the crime, especially as the assassination, which took place at the entrance to the victim's residence in the neighborhood where the family home of the late President Jovenel Moïse was located, was associated with the crime. On an international level, several French-speaking bar associations

joined forces with the same Haitian institutions to demand justice for the victim.

Mr. Dorval's case drew particular attention to the presidential family, whose former First Lady, Martine Moïse, was attributed a role in the commission of the crime. The late president himself had revealed that ten minutes after the assassination, his wife had sent him a video of the murder. And although the investigation launched by the Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) into the murder dragged on, men close to the presidency, including the personal driver of Mr. Moïse's wife, were among those jailed in connection with the assassination.

With the culture of impunity the rule in Haiti, under the PHTKist administration headed by Jovenel Moïse, all the henchmen who perpetrated the assassinations he ordered are still at large. But he, in turn, fell victim to the bullets of a mercenary commando, without having made the slightest effort to give justice to the dozens of innocent people he had executed. Clearly, his political heirs, either in power with Ariel Henry, or in staunch opposition to him, such as the

late president's widow and Claude Joseph, his former Foreign Minister and Prime Minister for a very brief term, as well as many others, are constantly demanding justice for him.

Yet Me Monferrier Dorval and the host of other victims killed under Jovenel Moïse have no right to justice. Moreover, the late president's supporters, who are working like hell to succeed him, intend to continue his policy of impunity and widespread corruption, with a view to continuing the pauperization of Haiti, through embezzlement of public funds, in the same way as the ransacking of the PetroCaribe Fund.

Justice is the pillar on which good governance rests, and all the components of democracy depend on it. With this in mind, the political sectors linked to Jovenel Moïse, pulling out all the stops to demand one-way justice for their late boss, and ignoring all his other victims across the Republic, aim to perpetuate this style of government.

The Haitian people need justice for all! Those who advocate and demand it, exclusively for Jovenel Moïse, should have no place in public administration, nor aspire to command the nation.

HAITI OBSERVATEUR

Haiti-Observateur
P.O. Box 356237
Briarwood, N
Y 11435-6235 Tél.
(718) 812-2820

SUBSCRIPTION FORM BULLEIN DE SOUSCRIPTION

Haiti

Haiti-Observateur
98, Avenue John Brown, 3ème étage
Port au Prince, Haiti
Tél: (509) 223-0782 ou
(509) 223-0785

CANADA

Haiti-Observateur
Gerard Louis Jacques
514-321-6404
17, Hill 08 Canada
12213 Joseph Cassavani
Montreal H3M 0C7

EUROPE, AFRIQUE ET ASIE

Un service spécial est assuré à partir de Paris. L'intéressé doit s'adresser à:
Jean Claude Voltaire
13, K Avenue Haldeberbe, 81 Rt Apt. 44
93310 Le Pré St. Gervais France
Tél: (33-1) 43-63-28-10

ÉTAT-UNIS

1ère classe:
 48.00 \$ US, pour six (6) mois
 90.00 \$ US, pour un (1) an

AFRIQUE ET ASIE

553.00 FF, pour six (6) mois
 1005.00 FF, pour un (1) an

CARAÏBE ET AMÉRIQUE LATINE

1ère classe:
 \$73.00 US, pour six (6) mois
 \$140.00 US, pour un (1) an

EUROPE

73 EUROS, pour six (6) mois
 125 EUROS, pour un (1) an
Prix consécutif ou mandat postal en francs français

Name/Nom _____

Company/Compagnie _____

Address/Adresse _____

City/ville _____

State/État _____

Zip Code/Code Régional _____

Country/Pays _____

Tous les abonnements sont payables d'avance par chèque ou mandat bancaire



Suite de la page 16

on dirait deux (2) sottises : « La première était que la femme footballeuse ne pourrait enfanter, et l'autre outil, plus destructeur encore, a été abus et violence sexuels, alors que le football en premier lieu, donne, favorise l'installation d'un esprit d'autonomie et d'indépendance, esprit de courage et de choix aux femmes » Celle qui a le ballon dans le champ de jeu, comme aime souvent le souligner l'une des grandes figures nationales du football féminin, le Dr M. A. Gauthier Buteau : « Sur le champ de jeu, la joueuse décide d'elle-même, du choix à faire, de la décision à prendre; elle développe donc une autonomie d'attitude, une maturité précoce souverainement et, ce n'est pas sans raison que, même très jeunes, les footballeuses développent une maturité et une indépendance d'esprit qui les fait progresser et faire carrière dans le jeu, qualités qu'elles transposent dans leur vie de chaque jour; pourtant chez nous et même dans le monde, on voit rarement les organisations féministes s'engager en soutien dans le football féminin, car en réalité presque toutes ont plutôt une vocation lucrative, une machine à faire de l'argent, donc elles se mobilisent, cherchent des opportunités pour faire de cette, pour faire fortune, justement en exploitant les cas d'abus sur les femmes. Ainsi, souvent, sans même des enquêtes appropriées ou attendre une décision de justice, elles font irruption et se précipitent pour faire médiatiser et en tirer partie. Le cas de Mendy, le fameux défenseur de Manchester City, au bout d'un jugement, reconnu innocent, après un emprisonnement de plusieurs mois, ayant gâché sa carrière avec le tapage médiatique fait par des organisations en Angleterre; autre cas, celui du coach Greg Behalter de la Sélection US de soccer, réhabilité pour violence familiale et réhabilité cette semaine à son poste d'entraîneur, après une enquête approfondie; plus près de nous, le cas du Dr Yves Jean-Bart, qui a sacrifié tout un demi-siècle de sa vie, père de famille humble, appauvri, qui a tout donné, lui et sa famille acceptant de mener une existence modeste, totalement dé-

vouée au sport et, en un clin d'œil, a vu sa réputation de médecin, de médecin sportif, d'éminent journaliste au service du football, surtout de football féminin définitivement brisée. Son honneur, sa réputation toute cette vie de sacrifices a été ensevelie par les inventions d'un voyou très bien payé.

Professionnel de ces



« coups », rien qu'à partir sur ces ragots, une organisation, elle-même bien « aroze », a amplifié le scandale, se permettant le cynisme d'habiller un groupe de femmes pour aller faire un sit-in devant le tribunal, histoire de faire des photos qui, le jour, ont fait la première page des grands journaux mondiaux. Pourtant, c'est l'accusé qui était venu déposer sa plainte au tribunal. Mais, le vieillard de 70 ans n'a cessé de clamer son innocence, et surtout de ravager par un cancer généralisé et a été contraint de voyager en exil en catastrophe, obligé pour s'échapper à pied, jusqu'à la frontière pour sauver sa vie. La résidence du parent où il s'était réfugié pour échapper à un assassinat certain ayant été saccagé par des hommes armés arrivant sur les lieux à bord de 2 véhicules « Zo Requin »; Lui et avec tous les membres de sa famille depuis en exil, tous menacés, pourchassés par des sbires sans foi ni loi, certains liés au gouvernement et son secteur mafieux, ces voyous ébranlés et, pris de panique lorsque la victime annonçait qu'il allait chercher au près des pays d'où sont originaires ces accusateurs commandités à l'étranger parce que vu que la FIFA, naïve et connaissant peu la réalité et le degré de corruption d'Haïti, s'est laissée tromper par la camarilla qui pille le pays, assassine, d'autres impliqués dans le trafic de la drogue, toujours prompts à utiliser le football pour blanchir les fonds publics et leur

honteux trafic.

Cette affaire, liée à la corruption, a même été supportée par une organisation féministe à qui Romain Molina se référerait pour toucher.

Leur job, association très connue dirigée par une politicienne engagée dans la conquête du pouvoir, actuellement qui a ainsi détruit le long pa-

travail de développement du football féminin, dont une vingtaine de joueuses, toutes des citoyennes pauvres déjà engagées dans des clubs en Europe; le programme prenait donc de l'ampleur, au point de s'étendre, en 2018, dans près d'une centaine de villes du pays, avec la création des académies mixtes garçons-filles initiant et formant des garçons et des filles dès leur plus jeune âge (6-7 ans) et préparant ainsi une vraie invasion haïtienne du monde avec des footballeuses attendues dans ce marché de football féminin en folle croissance. Les pays sud-américains, grands producteurs-exportateurs de footballeurs pour des raisons liées à leur culture latine, étant assez en retard en fille. Haïti était donc prête, en se lançant dans ce pari d'utiliser le football féminin pour combattre l'exclusion, la misère et la pauvreté dans nos ghettos, en Haïti. C'était d'autant plus prometteur que le gouvernement sortant et celui devant s'installer, encouragé par le ministre Wilson Laleau, appuyait ce projet d'avant-garde pour changer la vie de beaucoup de femmes en Haïti.

« Nan Koup du monde nou vle ale »

C'était une chanson, que reprenaient en chœur les jeunes de Camp Nous, pour clamer leur soif, leur foi d'apporter la gloire et de faire la fierté du pays à longueur de journée, dans leur combat contre la misère. Ainsi, après avoir raté de peu le

Mondial U17 FIF de Jordanie, en 2016, en 2018, première consécration en se qualifiant pour FIFA U20 France 2018. Dans ce tournoi relevé leur prestation fut magnifique, élogieuse même, puisque les « Haïtiennes » tinrent la dragée haute dans cette phase finale en résistant à la puissante République populaire de Chine vainqueur de justesse (1-0) et s'enhardirent (3-2) devant la hyperpuissante Allemagne.

Dans cette liste des trois gardiennes, deux sont ramassées aux États-Unis, dans quel club? En tout cas, l'une à peu joué pour Haïti, et l'autre au cun match, et n'a jamais joué en équipe nationale; Kerly Théus, s'amusant avec des « amateurs »; toutes les anciennes gardiennes de la Sélection se sont réfugiées à Miami et s'entraînent.

De la liste des défenseuses, une seule des 7 joueuses a été défenseuse titulaire à tout coup en équipe nationale; mis à part la jeune Tabita, aucune des six n'a joué dans l'axe central; la blessure de Claire Constant complique la situation.

Des demies, Danielle revient à la compétition, après un congé de plus d'une année au Cap. D'ailleurs, Dayana, Capoise, n'a jamais été titulaire en équipe nationale; quant à Mauryl, les deux dernières sont restées ans en Haïti sans jouer; Gauthier n'a jamais joué aucun match dans aucune sélection nationale; sans compter que deux demies, Sherly et Jennifer, excellents produits de Camp Nous, jouent à des postes inhabituels, par rapport à leur formation; l'une est défenseuse, l'autre milieu offensive.

Des attaquantes, Rosalia n'a jamais joué dans l'Équipe nationale A et tarde à retrouver le rythme, après une longue période d'inactivité. On vient d'appeler la jeune Kiki de Russie, mais, là encore, on part dans l'inconnu, vu que la joueuse n'a encore joué un match officiel pour Haïti et on ne sait rien du niveau réel du championnat russe 26e mondial, lors de sa suspension, ce qui n'est pas mauvais.

L'une des raisons de la sélection de tant de novices, c'est, d'abord pour punir des joueuses qui refusent Billy, Carlo et Peterson comme agent à tout faire, et surtout, il y aura une grosse prime à donner

par la FIFA aux clubs, qui donnent les joueuses qui joueront le Mondial féminin; ainsi le club du coach donne 6 joueuses dans la liste du Mondial! Impensable!!! on note même une joueuse qui vit en Haïti, donc pas en compétition de puis longtemps figurer dans cette liste du Mondial, de surcroît n'ayant pas encore joué en équipe A.

Ce serait plus logique et juste d'emmener cette joueuse parmi les 50 invitées de la FIFA; ce serait moins embarrassant, autant pour elle que scandaleux pour le pays. Mais la faire figurer dans la liste de celles qui vont jouer!!!

En route vers la gloire!

Si on tient compte qu'en U20 Haïti a éliminé le Canada (5e mondial) cela voudrait dire qu'en dehors des USA, no. 1 mondial avec qui nous avons quand même fait nul aussi en U20, on était donc tout près des grands mondiaux. Au jour-d'hui, *nou pa forme jwèz anko!*

Déjà tout près en 2019

On ne saurait mieux rêver, d'autant qu'en 2019, privées de deux de leurs stars, les Haïtiennes ratèrent de justesse le Mondial senior 2019 de France pour un (1) but en plus marqué par la Jamaïque.

L'élan était donné et le carnet d'adresses de la FHF regorgeait de demandes de footballeuses venues de pays aussi reculés que le Japon, la Chine, Thaïlande, Vietnam, Espagne, Angleterre, Portugal, et Corée, sans oublier les USA; et une trentaine de demandes, contrats signés, attendaient la réouverture des frontières et la reprise des vols d'avion, après l'épidémie de la COVID-19 pour aller changer leur vie, façonner en exploitant leur talent et bâtir leur avenir sur le marché, chaque jour plus lucratif du football. On peut même dire que beaucoup de ceux-là qui combattaient le football féminin et en ont eu pour leur compte, face à l'organisation stricte et l'encadrement humain, mais strict de la vie au Centre et voulaient travestir son image.

Mais la terrible conspiration, le violent « tsunami » déclenché par les corrompus de

Suite en page 13

Sports

Suite de la page 12

de mars/mai 2020 a tout dé truit, d'autant avec notre mentalité d'esclave *Si le Blanc le dit c'est vrai !* ce Molina a réussi à fracasser Haïti, puisque les voleurs ont eu, dans leur basse œuvre, ce renfort de ce terro-

ont été contraintes (les plus âgées) de fuir le pays et de s'exiler pour vivre illégalement aux États-Unis, et ainsi obligées de se battre dans les usines et les jobs de nuit aux États-Unis. Adieu contrats professionnels en France, Espagne, Portugal ! Et bonjour Indiana, Ohio, Utah, les nouvel

qualificatif de Monterrey, et malgré cela terrasser le Mexique, chez lui (3-0 historique) pour aller écraser le pays de Saïdio Mane, et enfin écarter une grande nation de football (le Chili). Ces exploits, sans aucune préparation sérieuse, certaines des joueuses clé arrivant en Océanie (10 heures de décalage avec Paris), la veille du premier match, un scandale d'irrespect de la haute compétition, de notre pays et de ces athlètes et aussi du niveau des joueuses *made in Haïti*.

Pourtant, ces exploits n'ont pas réveillé la FHF de l'Obsession d'en finir avec le football, le foot féminin surtout. Un mois environ, avant le début du Mondial, le 20 août prochain, les filles sont éparpillées et en vacance; pire, la plupart on n'a même pas pensé à leur faire faire une petite tournée d'hommages en Haïti, ce qui leur aurait boosté le mental et aurait sensibilisé le pays sur la destruction du foot féminin, alors que beaucoup des joueuses sont actuellement au pays. Les responsables répondront invariablement « *insécurité* », prétexte invoqué pour expliquer l'arrêt de toutes les compétitions officielles dans le pays, alors que nos parcs regorgent de fans faisant la fête dans des compétitions libres, enflammant les foules, même la nuit, et partout dans le pays, malade de football, les groupes armés eux-mêmes étant organisateurs et fous de football.

Une équipe de l'Académie FHF du Bel Air au repos sans travail depuis trois ans

On a donc peur de ce qui risquerait de se passer dans ce Mondial, à l'autre bout du monde, donc pour nous, dans des conditions climatiques très différentes, et plus éprouvantes pour nous, Haïtiens et, en plus, avec une préparation au rabais. D'abord, le coach.

Coach au rabais sans qualification

Déjà, il se dit et il a été démontré que le coach n'a pas la qualification académique nécessaire pour entraîner une équipe nationale. Soit-il ne connaît pas le niveau des footballeuses haïtiennes, qui explique ses choix scandaleux. Mais plus sûrement, il est aux ordres et se fait dicter ses choix en tout et n'a donc rien à voir avec les valeurs réelles du foot féminin haïtien.

Grande absente :

Phiseline Michel avec le trophée de la Coupe de Paris

Un scandale incompréhensible pour un pays novice, en Coupe du monde comme Haïti de laisser en dehors de sa sélection pas mal de très bonnes joueuses expérimentées, caresses de l'équipe depuis dix ans, et jouant en France de surcroît, alors susceptibles d'être supervisées toutes les semaines par le coach sur les terrains de France.

Avez-vous noté qu'à cinq jours de l'ouverture du tournoi continental Gold Cup, le Mexique n'a pas hésité à renvoyer son coach Cocco, à qui on n'a pas pardonné une déroute, face aux États-Unis. De toute évidence, un coach sous qualifié,

avec de bonnes joueuses, mais pas à leur poste habituel et derrière, malgré l'excellente Kéthna Louis, *des gagott*; on restera sur nos dénonciations de crimes, que constitue l'oubli de joueuses de poids, telles que Mikerline, Phiseline, Laporte, Mélissa, écartées parce qu'on priorise des intérêts mesquins. Déjà amoindries par les nombreuses titulaires écartées, qui vivent aux USA Dolorès, Rosiane, Angéline, Soveline, Carremus, Jonie, Emmeline, Taïna, Abaina, Clerméus, Norte, etc, etc) on sera juste en individualités et très quelconque en préparation.

Alors que la Coupe du monde aurait propulsé Corventina pour qui le ballon d'or



riste et raciste blanc des réseaux sociaux et la maladie de nos compatriotes et attirés par les sensations fortes qui détruisent, les journalistes haïtiens, la plupart bien « *arrosés* » par les corrompus, des politiciens qui voulaient prendre la tête tombent dans le piège et rivalisent dans l'art d'inventer et de raconter tous des histoires romanesques pour corroborer les mensonges du petit Blanc, tous jours dans le maquis, et qui fait son beurre avec ceux qui, dans le monde s'enrichissent en détruisant les autres, même les bonnes initiatives. Heureusement, l'Éternel a sauvé la vie des accusés et, fort du support moral de tous, la bataille judiciaire fut transférée dans la justice du Vieux Continent qui, deux ans après la décision de non-lieu de la justice haïtienne, de la DCPJ, du respecté RNDDH et même d'une commission indépendante diligentée par la FIFA elle-même et dont le président dans une note officielle déclarera s'étonner et n'avoir rien trouvé dans le dossier d'accusation. Voilà deux décisions, deux jugements l'un en Suisse et l'autre en France ayant prouvé qu'il s'agissait d'un vaste complot.

C'est donc dans ce contexte qu'Haïti, malgré une sé lection détruite et de nombreuses joueuses exilées, qui commençaient d'ailleurs à dénoncer les crimes, menacés par des sbires, nouveaux macoutes,

les destinations des migrants pauvres fraîchement arrivés aux States !

De héros à zéros

Ainsi, ces garçons et filles, formés et déjà en esprit, à Saint Étienne, Metz, Montpellier, ou dans des collèges bénéficiant de bourses, aux USA, tous ces hauts lieux où l'on façonne un avenir de rêve, où ces filles et garçons étaient déjà en esprit, devront *bourriquer*, alors qu'ils avaient reçu la formation nécessaire pour réussir une bonne carrière, faire de bonnes études supérieures et atteindre de sérieux objectifs, bref des jeux armés des outils nécessaires pour se forger et mener une existence différente de celle qui s'offrait à eux à leur naissance, par leur modeste origine sociale.

La dernière promotion de Camp Nous pour la saison 2020

Preuve de la qualité et de l'ambition du travail qui s'accomplissait, pour sortir le plus de femmes de l'affreuse misère s'aggravant d'année en année dans le pays, la première génération ayant pu sortir du pays, avant le tsunami, donc une infirme partie de Camp Nous, a offert une phase finale de Coupe du monde féminine au pays et ceci sans même une préparation sérieuse, soit deux (2) semaines de préparation au Costa Rica, avant le tournoi



déjà sous le traumatisme d'une relégation en division inférieure, qui touche six joueuses de son club. Mais il est précieux pour la FHF, parce qu'il reçoit des dictées et il est utile pour les basses œuvres qui consistent à intégrer dans la sélection les joueuses non en compétition en Haïti et qu'on veut faire voyager pour les besoins de raquette de Billy Chalera, Carlo Marcelin, Peterson Desormeaux. Peu importe si cela se fait au détriment d'Haïti.

L'équipe du Racing Saint Denis, championne de D3, en France, et où jouent trois (3) internationales cadres des Grenadières. P. Michel, demies et J. Laporte, N. Nicolas attaquant.

Une préparation en pacotille, Haïti, qui va encore faire de la figuration, le pays, qui a une chance inouïe de donner un high light à son image, va donc avec une équipe ayant des attaquantes capables de faire mal si elles sont préparées et à n'im porte quelle équipe du monde.

En effet, Corven, Cheba, Nérigol : derrière elles on va

reste le seul titre majeur individuel à conquérir et qui en ferait une légende, mais sans une équipe nationale à un niveau de performance convaincante, impossible de s'élever à cette hauteur; et le plus important, le rêve de libérer ou de sauver beaucoup d'Haïtiennes de la misère meurt !

Déjà désastreux, il n'y a plus de filles en formation en Haïti, depuis quatre ans ; ce sera impossible, cette saison, de participer aux compétitions U14 de la Caraïbe, parce qu'il n'y a pas de joueuses et de qui a été fait avec les garçons (détection à Miami), est impossible avec des filles, car il n'y en a pas.

Il reste à espérer que de nouveaux dirigeants compétents, jeunes, dynamiques, passionnés pointent à l'horizon, en urgence. Pour relancer les académies et combler la grosse lacune, le gros vide qui s'accroît jour après jour.

Dieu sauve le football féminin et épargne Haïti des effets du tsunami !

République post-duvalierienne des copains et des coquins : La Loi démonique

Combien de morts supplémentaires de belles âmes?

Suite de la page 4

né Préval, et de fabriquer son propre organe électoral à Tabarre. Parce que l'idée qu'on pouvait faire autrement (toujours le syndrome de la *Seule politique possible*) qu'on connaît bien aujourd'hui à Port-au-Prince n'effleurait même pas l'esprit du Cartel de Tabarre. Ils étaient là pour occuper le pouvoir, pas pour l'exercer.

« En dehors du sens de la durée, nul n'a de prise sur rien... »

Gouverner, c'est prendre acte du malaise social et c'est engager les réformes de structure qui s'imposent pour y mettre fin. C'est prévoir qu'on ne peut pas penser la démocratie dans un cadre anarchique, qu'il n'y a pas d'alternance politique sans stabilité institutionnelle. C'est réformer l'hôpital. C'est refondre la police en la dotant de laboratoire médico-légal moderne. Ce n'est pas noyer le pays de gangs armés (*Lame Kanibal, Lame ti manchèt*, etc) en vue de garder le pouvoir. Haïti n'a pas le droit de se payer une justice au rabais, ou alors qu'elle cesse de se plaindre. Justice et inconstitutionnalité ne peuvent faire bon ménage. On comprend pourquoi, dans l'Île Caraïbe, ils ne forment que des institutions contre nature. Ce monde égalisateur a fait descendre les augures de leur piédestal. Désormais, les analystes politiques, les juristes, les journalistes, les professeurs, les médecins, les pasteurs et les prêtres ont regagné la condition humaine. Certains vont même jusqu'à confesser qu'ils connaissent les chefs de gangs « Ti Lapli » et « Vitel homme ».

Poussons le raisonnement plus loin. Quand l'essentiel d'une ambition se résume au désir de durer, il faut s'en donner les moyens. En dehors du sens de la durée, tout est simulacre, et nul n'a de prise sur rien, ni les citoyens ni leurs *dirigeants-dirigés*. Et quels moyens nos politiciens ne déploient-ils avec le plus grand talent ? Le mensonge d'État !

Nos politiciens n'ont pas le sens de l'État, c'est-à-dire de l'intérêt général inscrit dans la durée. Ils se croient libéraux et forts, mais ils ne sont que légers. Il faut être stupide pour penser que pérennité nationale est synonyme de pérennité du pouvoir personnel et démission politique. Alors, s'ils le pensent qu'ils abandonnent la politique, qu'ils aient un autre métier en poche. 35 ans après la fin de la prétendue « présidence à vie » des Duvalier et, malgré les efforts et la tentation totalitaire de leurs successeurs, le pays s'enfoncé dans

la catastrophe institutionnelle la plus absolue. Mais le devoir d'un homme d'État n'est-il pas de réunir les conditions de la pérennité nationale, avec les moyens les plus modernes dont il dispose ? Pauvres imbéciles ! Ils ont l'assurance de la *call-girl* qui a réussi et qui traite de pute une fille du « bord de mer ». En termes gaillards, on peut dire que c'est Aristide qui se moque de « Papa Doc ». C'est février 1986 qui se moque de septembre 1957 ! La vérité, c'est que l'essentiel de son pouvoir est le titre de président qui lui donne sa légitimité, et que cette légitimité est irréductible aux textes. En France, De Gaulle avait, comme ses successeurs d'alors, une légitimité politique, celle de l'élection. Mais il avait, en plus d'eux, une légitimité historique. Celle d'avoir sauvé la France deux fois : en 1940, de la disparition et, en 1958, du ridicule.

Quand De Gaulle lance le programme nucléaire français, il est dans la même logique. Nul ne sait, pas plus en 1960 qu'en 2023, ce que sera l'énergie du XXIII^e siècle. Et les chênes de 350 ans de Colbert ! À quoi servaient ces arbres ? À fabriquer des mâts pour la marine royale, celle dont Louis XIV avait juré de faire la première du monde ! C'est un acte de prévoyance. Ni plus ni moins ! Voyez la différence : les poseurs de la stupide République Caraïbe sont en train de détruire leur pays avec les rêves des Haïtiens et des diplomates occidentaux endormis ! Des gens qui se prennent pour des hommes d'État et qui ne font rien d'autre que de rendre impossible toute vie internationale. Surtout, comment les politiciens peuvent-ils espérer, à la longue, être respectés par ceux-là mêmes auxquels ils démontrent, des journées entières, qu'ils n'ont de prise sur rien ?

« Nous avons affaire à des cerveaux malades qui inversent l'ordre des réalités »

Prenons le *Conseil Électoral Provisoire* qui, depuis Aristide, est une excuse commode pour ne rien faire. Pour faire du surplace dans le « provisoire ». Pour torpiller l'alternance politique. Pour excommunier les hommes d'État, ceux qui ont la propension à penser et à agir librement :

Le mot « provisoire » évoque une solution transitoire ou tout ce qui se fait en attendant d'être remplacé. Voilà pourquoi, précaire par nature et par destinée, le gouvernement provisoire doit toujours chercher à ordonner son action et à fonder, avant de transmettre le pouvoir à un gouvernement de droit, des institutions stables et crédibles acceptées par le pays en

question.

Si vous en avez le temps, veuillez jeter un coup d'œil sur la Constitution de 1987 et vous remarquerez que les Constituants, dans leur désir de mettre le *Conseil Électoral Provisoire* à l'abri des guet-apens de l'Exécutif, le lie au gouvernement provisoire d'alors. Lucides, ils écrivent à peu près : seul le CNG (Conseil National de Gouvernement) est autorisé à se servir du nouveau CEP à des fins électorales. Après la dissolution du premier, le second devient caduc. Nul et non avenu.

Et, pour faire bonne mesure, le législateur, dans les « dispositions définitives » de la Loi-mère, insère le « *Conseil Électoral Permanent* », véritable facteur stabilisateur dans l'alternance politique. Mais cela n'a jamais été le cas. Le personnel politique d'aujourd'hui pullule de criminels d'État qui ne croient pas en rien et se croient tout permis. Où est la volonté du Peuple haïtien là-dedans ? Elle est broyée par l'impunité, et, c'est au choix, le totalitarisme ou l'anarchie.

Mais pour qui s'est nourri d'Aristote, de Platon, de Socrate, de Rousseau, de Voltaire, et de Montesquieu, la vie dans l'univers pervers de « cette transition qui n'en finit pas » ne peut être vécue que comme un exil. Quand la contradiction, qui est la vie même, est niée, la réalité aussi est niée ; c'est le domaine de la médiocrité absolue.

Chaque fois que je demande à mon frère, l'avocat Gérard Georges : « 35 ans après le départ des Duvalier, par quelle aberration morale et intellectuelle, par quelle perversion de l'Esprit des lois les politiciens haïtiens, ou prétendus tels, continuent-ils à ressusciter le « *Conseil Électoral Provisoire* » du CNG ? Il me répond avec un étonnement résigné : « Ce qui se passe en Haïti relève du névrotique ou du pathologique, non de la science politique. Nous avons affaire à des cerveaux malades qui s'emploient à inverser l'ordre des réalités. . . . Ils ne faut pas les prendre au sérieux. Ils ne sont pas sérieux ». Il doit croire que leur cas est perdu ! C'est déjà ça !

Là où les choses se corsent, c'est, qu'entre-temps, l'usurpateur Henry nous fait le coup de la brillante imbécile Mirlande Manigat ! Une sainte que cette femme ! Toujours la compassion et le nom de son défunt mari aux lèvres, le mot qu'il faut pour tous et celui qu'attend chacun. Curieuse manière, effectivement, de faire aimer l'abjection au pouvoir à Port-au-Prince que de l'associer, d'emblée, à cette « experte » en droit constitutionnel de banlieue ! Cette opération serait comique si

elle n'était pas organisée par des gens prétendument sérieux, assez sérieux, en tout cas, pour revendiquer le droit de diriger le monde civilisé. Constitutionnalité ou pas, défaut de procédure ou non, une ordure reste une ordure, et ses crimes des crimes. Décidément, nous ne sortons pas du bon sens de Mme Rolland, « *Liberté ! Que de crimes on commet en ton nom. . . .* » Est-ce que toutes les conditions ne sont pas réunies pour que les bandits et leurs patrons investissent la société et occupent l'espace laissé en jachère par ce reflux du politique ?

« *La Justice n'exclut pas la violence légale, statutaire et momentanée. Il est temps de reconstituer ce pays !* » Qui ose dire « NON » à ce crime contre l'Histoire et contre la Constitution ? La grande question est bien là. Quand on dit « OUI » une fois, il y a de fortes chances qu'on dise « OUI » toujours. Et qu'on accepte l'inacceptable, sans même se rendre compte de l'*Engrange satanique de l'inconstitutionnel : Conseil Électoral Provisoire* qui, peu à peu, broie la pérennité des institutions nationales, et nos libertés de citoyens au profit d'un simulacre de démocratie !

Comment justifier cette référence obsessionnelle à la démocratie sans l'existence d'un parlement, et l'arrogance d'un Premier *minis tricule*, venu d'une autre planète, qui s'accorde le droit de faire et défaire la loi dans ce pays ? Quand l'idée même d'alternance, cette autre politique qui, en 1986, mobilisa le peuple, devient sacrilège ?

Le simulacre devient un crime quand il se substitue à la politique et s'érige en norme, quand la démocratie, tant ressassée, n'est plus qu'un théâtre d'ombres et ses acteurs des hommes à la Mirlande Manigat !

Nous répétons : *Il y a tout de même un moment où la violence légale et la dictature des juges sont les seuls moyens de replacer les choses dans leur ordre constitutionnel. La justice n'est pas l'équité, ce n'est pas la morale. Elle est destinée à réguler les tensions sociales. Mais elle n'exclut pas la violence. Elle est pour le maintien de la violence légale, statutaire, momentanée.*

Le droit des hommes est la promulgation des lois qui sont nécessaires à la vie en société pour limiter les violences et les « *struggles for life* », qui sont la suite du péché originel, parce que l'homme, blessé originellement, et, comme il n'est pas naturellement vertueux, contrairement à ce que pensent les « *droits-de-l'hommeistes* » patentés de l'ONU, il faut réguler les tensions, les vio-

lences et les conflits entre les hommes !

D'ailleurs, comme toute société humaine, la société haïtienne est une société de brutalités où certains dominent d'autres, et le droit est fait pour maintenir cette situation. Il est temps de reconstituer Haïti en installant une dictature des lois capable de ramener à la raison et de dominer les Aristide, les Martelly, les Henry et les Mirlande Manigat. Hélas ! C'est une question d'ordre public, sans lequel c'est la mafia qui prend le pouvoir.

À ce carrefour de la vie nationale, l'enjeu est simplissime : ou le petit clergé criminel duplice en retrouve le chemin, et le peuple retrouvera celui des urnes et du respect pour ses dirigeants. Ou la jurisprudence Henry-Manigat s'installe définitivement, et avec elle, cette démocratie du simulacre. Celle des *ministricules* vendeurs de coffres-forts et trafiquants de drogue et d'armes, qui préparent tranquillement la mort d'Haïti !

Le drame, c'est qu'aujourd'hui, dans l'ancienne République Caraïbe, tout se passe comme s'il n'existait plus qu'une seule diplomatie : la diplomatie *La Lienne* de l'ONU. Et cela donne le sentiment fort désagréable que même le Département d'État s'aligne sur les principes de cette diplomatie. Vous allez nous dire : Oui, mais le peuple, lui, est souverain ! Eh bien, non ! Trois fois non ! Cela est fini. Nous sommes, là encore, dans le simulacre, un simulacre de démocratie.

*Dr. Jacques-Raphaël Georges, DAV

jacquesrgeorges@gmail.com

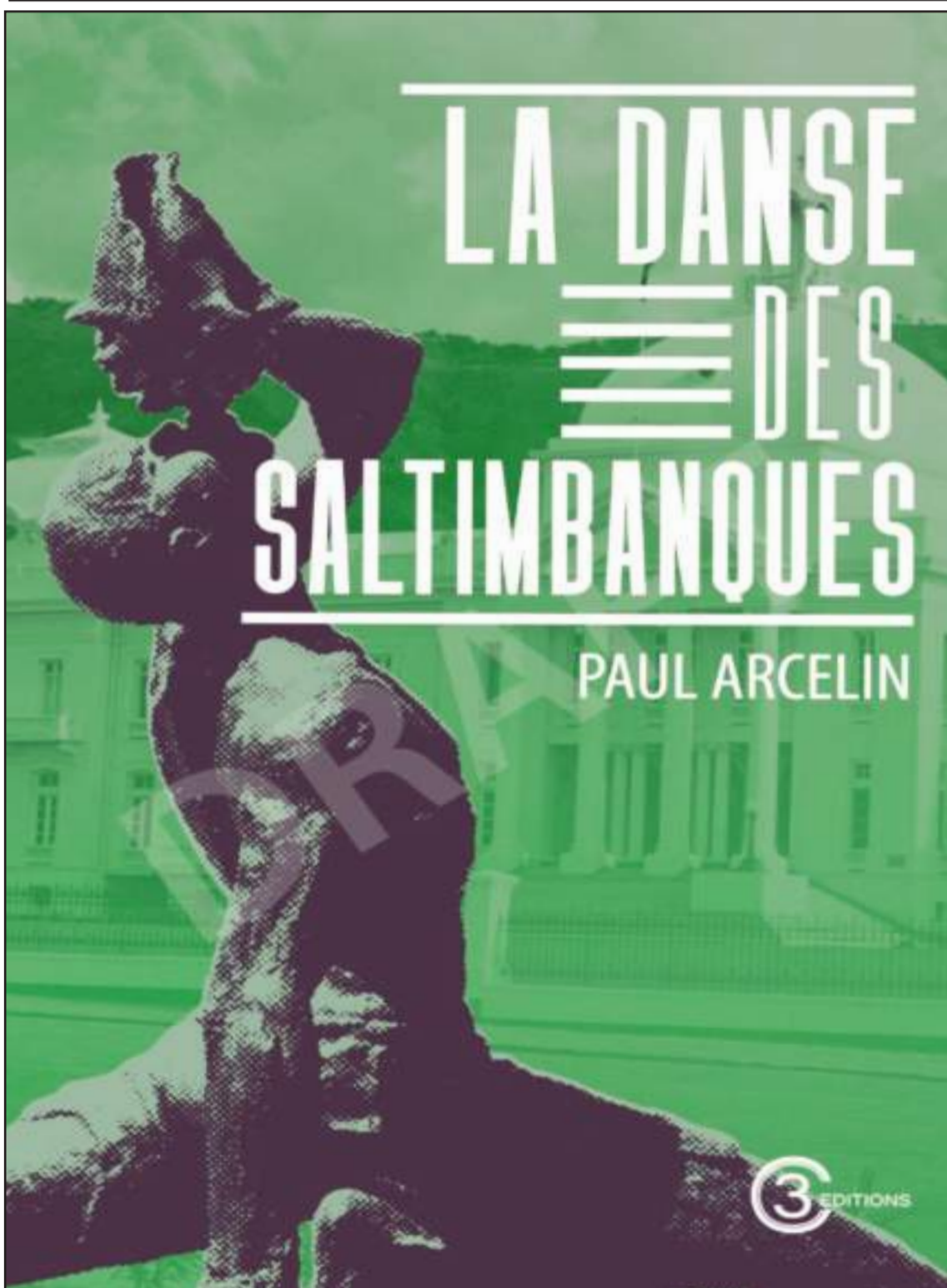




HAITI OBSERVATEUR

Lè manke gid, pèp la gaye!

WWW.HAITI-OBSERVATEUR.CA



LA DANSE DES SALTIMBANQUES

PAUL ARCELIN

3 EDITIONS



DE BROSSE & STUDLEY, LLP

Richard A. De Brosse
Attorney at Law

ACCIDENTS * REAL ESTATE MAL-
PRACTICE

182-38 Hillside Avenue (Suite 103)
Jamaica Estate, N.Y. 11432

Tel.: 718-658-3000. Fax 658-658-3187

rdebrosse@QueensLegalPlaza.com

460 Peninsula Blvd.
Hempstead, New York 11550

516-489-5925

CLOSED ON MONDAYS

Tues-Wed-Thurs 10:00 am-9:00 pm
Friday 10:00 am - 10:00 pm
Saturday 10:00 am - 10:00 pm
Sunday 10:00 am - 5:00 pm

HAÏTI FOOTBALL FÉMININ

Que peut-on espérer ?

Par Jacques Brave

Selon les rumeurs qui circulent, la Sélection nationale féminine ou, du moins, le groupe choisi pour constituer la formation devant représenter le pays au Mondial d'Océanie, se réunit, cette semaine, pour entamer sa préparation de cette compétition, le tout premier de l'histoire du football féminin haïtien. Toujours, selon ce qui se dit, le groupe se réunit, d'abord, en Suisse, puis se transportera en Corée du Sud, avant de s'installer en Océanie pour entamer l'aventure du Mondial 2023. Depuis un demi-siècle que les femmes ont investi le sport roi en Haïti, le petit noyau de mordus du football se

dépense sans compter, investissant temps et leur modeste ressource pour maintenir vivante la discipline dans ce pays.



Phiseline Michel_14

Chaque étape franchie par le football féminin l'a été au bout d'un combat sans merci contre

les forces rétrogrades toujours prêtes à guerroyer tous ceux qui tentent de faire avancer dans le bon sens une activité novatrice et leurs arguments, leur stratégie étant restés toujours les mêmes : salir l'image des dévoués promoteurs.

Il a fallu un combat farouche, une lutte sans merci pour lancer la discipline, en 1972. Ce fut, ensuite encore, un autre combat épique pour le faire reconnaître par l'assemblée générale de la Fédération haïtienne de football (FHF), en 1976, affiliant le peu de clubs existants à l'entité fédérale; il a fallu aussi un autre combat, en core une campagne pour obtenir de celle-ci qu'elle donne le même in térêt, en 2000, au

football masculin qu'au football féminin; et il faudra encore un long combat pour que le



Melchie Daëlle Dumorney dite Corventina.

pays, pourtant regorgeant d'organisations féministes, ayant même un ministère à la Condition féminine, accepte le foot-

ball féminin et lui apporte un peu de respect et d'appuis matériels au football féminin pour son épanouissement dans un pays comptant, selon les statistiques officielles, une population féminine de loin plus nombreuse. À part quelques rares exceptions, ce sont pourtant des hommes, dans la grande majorité, qui se sont dévoués, ont livré ce combat sans pause pour que le mouvement, faiblement combattu, puisse survivre.

Nous parlons d'un demi-siècle de lutte sans répit ; singulièrement, si au début les outils de combat du football féminin étaient de deux sortes, on

Suite en page 12

GOLD CUP 2023, COUPE DU MONDE 2023

Haïti sur les deux tableaux

Par Ricot Saintil

Le football haïtien va vivre l'un des meilleurs moments de son histoire, avec la participation des Grenadiers à la Gold Cup 2023 et des Grenadières à la Coupe du monde féminine. Pour les Grenadiers, la Gold Cup est devenue une habitude, ils vont honorer leur 9^e participation dans la plus grande compétition de la CONCACAF. En revanche ce sera une grande première pour les filles dans une phase finale de Coupe du monde. Paradoxalement, ces compétitions arrivent à un moment où la fédération haïtienne de football, la première fédération sportive du pays est en grande difficulté. En temps normal, le pays devrait s'en réjouir de ces deux grands rendez-vous, mais malheureusement, la gestion actuelle de notre sport roi, est catastrophique. Au-delà de la présence de nos Grenadiers et Grenadières dans les deux compétitions susmentionnées, il y a le fait qu'aujourd'hui la fédération ne joue plus son rôle d'ins-

titution mère du football local, responsable du développement du football de jeunes et de l'organisation des compétitions nationales.

Le football local, malgré la présence de Steven Saba dans la liste des pré-convoqués ne sera pas représenté à la Gold Cup 2023, parce qu'il est tout simplement à l'arrêt. Steven Saba, quel que soit les circonstances, est qualifié d'office pour la sélection, son nom figure toujours sur la liste des convoqués, depuis sa remarquable participation à la Gold Cup de 2019. À la vérité, il fait toujours honneur à son nom, à chaque fois qu'il est sur le terrain. Son cas relève tout simplement de l'exceptionnel. Au niveau de la sélection féminine, le football local ne sera pas non plus représenté à la Coupe du monde, parce que, l'académie Camp Nous, à laquelle, nous devons la qualification de l'équipe U20 féminine à la Coupe du monde de cette catégorie en 2018, et celle de la Coupe du monde féminine de cette année, est fermée sans aucune

date de réouverture. Nous sommes dans un contexte international, qui heureusement permet à la FHF de faire appel à des expatriés pour porter les couleurs des sélections nationales. Néanmoins, nous sommes face à un danger imminent de disparition sur la scène internationale de nos sélections de jeunes et probablement de l'affaiblissement de la sélection féminine senior, qui n'a plus aujourd'hui des joueuses pour l'intégrer progressivement pour assurer la transition.

Il n'y a pas de génération spon tanée. Les générations qui réussissent sont celles qui décident de prendre en main leur destin. Dans le football moderne, les institutions sont appelées à jouer pleinement leur rôle pour garantir le développement du jeu, mais aussi permettre aux joueurs, qui sont les principaux acteurs, de pratiquer leur art au plus haut niveau et de vivre dignement de leur métier. Le football féminin a été au cours de ces dernières années, une priorité pour la fédération haïtienne de football,

qui a tout fait pour faciliter l'éclosion de nos joueuses. Le cap a été mis, sur une formation d'excellence, une stratégie visant à garder les filles dans des conditions de travail et d'apprentissage constantes. Et le Camp Nous a été, le lieu par excellence pour mettre en œuvre cette vision. Les enjeux du football féminin dépassent largement nos espérances. Aujourd'hui, la FIFA, fait tout ce qui est en son pouvoir, pour permettre son plein épanouissement. Des millions de dollars sont mis à la disposition des fédérations nationales pour organiser le football féminin et donner les meilleures préparations aux équipes. C'est ainsi que pour la Coupe du monde féminine de 2023, toutes les joueuses percevront chacune USD 30 000 \$ pour le premier tour.

À entendre, la somme que percevra chaque joueuse qui participe au mondial féminin de 2023, sachant que nos filles y font partie, nous en sommes fiers, mais en même temps inquiets de l'avenir des autres

filles, chassées du Camp Nou, sans aucun espoir de pouvoir représenter la sélection un jour. La situation actuelle mérite qu'elle soit adressée de toute urgence. Le pays doit comprendre que les dirigeants actuels de la FHF, ne comprennent toujours pas que le football local est l'âme de notre sport-roi, et que leur travail ne peut pas uniquement se résumer à la participation des équipes nationales aux compétitions internationales. Il est aussi de leurs responsabilités de faire rouler le ballon sur tout le territoire national. Il faut aussi qu'ils comprennent que nos jeunes joueurs ont besoin d'un espace qui leur permet de dessiner eux-mêmes leur propre avenir. Au-delà des compétitions à venir, nous devons penser aux jeunes haïtiens qui ne jouent plus au football depuis plus de trois, et aux footballeurs locaux qui sont livrés à eux-mêmes sans personne, ni même l'État haïtien pour leur venir en aide.

R.S.